



SGA
Secrétariat général pour l'administration
SERVICE D'INFRASTRUCTURE
DE LA DÉFENSE



Synthèse d'activité

Service d'infrastructure de la Défense

Édition 2016

Synthèse d'activité

Service d'infrastructure de la Défense



Synthèse d'activité

Service d'infrastructure de la Défense

Édition 2016

L'Édito du Secrétaire général pour l'administration



L'année 2016 a été particulièrement dense pour le service d'infrastructure de la Défense, comme en témoignent les très nombreuses réalisations et activités présentées dans la présente synthèse.

Le recentrage sur les domaines stratégiques, la proximité encore améliorée avec les bénéficiaires et le souhait constant d'être opérationnel aux côtés des forces ont été des dénominateurs communs aux actions du SID en 2016.

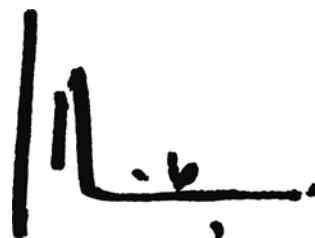
Le SID continue de mener de front de nombreux chantiers et accompagne avec détermination le volet infrastructure des grands programmes majeurs indispensables au bon fonctionnement des forces armées. La réactivité et l'adaptabilité du SID se sont particulièrement illustrées au travers de la remontée en puissance de l'armée de Terre (FOT 77 000), décidée par le Président de la République au cours de l'année 2015, et qui s'est traduite sur le terrain par la livraison de nombreuses infrastructures (dites CATALPA) dans des délais record.

Le SID poursuit la mise en œuvre de son ambitieux projet de service « SID 2020 », et les actions réalisées s'inscrivent parfaitement dans les missions, axes et objectifs de la feuille de route 2016/2018 de transformation du SGA.

Dans le cadre de la mise en œuvre de son plan stratégique RH, le SID fait cependant face à des difficultés de recrutement pour lesquelles il a engagé, en liaison avec la DRH-MD, l'ensemble des DRH d'armées et la COM SGA, une politique RH et de communication dynamique. 2016 aura également été marquée par l'entrée du SID dans le dispositif de la concertation militaire rénovée. La création du conseil de la fonction militaire du SID (CFM SID) en octobre 2016 en est une étape importante. Cela dépasse le simple volet militaire, et renforce la volonté du service de préserver sa première richesse, celle des personnels, tout en construisant le SID de demain.

Dans un contexte national et international tendu, le SID continuera à être fortement sollicité dans les années à venir afin de proposer aux entités du ministère le soutien INFRA dont elles ont besoin, en métropole, dans les territoires ultra-marins ou en opérations extérieures.

Le contrôleur général des armées Jean-Paul Bodin



L'Édito du directeur central du SID

Après quelques mois passés à la tête du service, j'ai déjà pu mesurer à quel point le SID est un acteur essentiel et remarqué qui est fidèle à sa devise « opérationnel à vos côtés ».

Le bilan de l'année 2016 peut, sans aucun doute, être qualifié de positif. Le SID a tenu ses ambitieuses cibles d'engagement, et les a même dépassées. Nous avons su adapter nos ressources humaines et nos procédures pour répondre, avec efficacité, aux besoins exceptionnels émanant des Forces que ce soit au travers des volets infrastructures des programmes majeurs (Barracuda, FREMM, MRTT, Rafale, Scorpion), comme dans le cadre de nos actions toutes aussi déterminantes d'assistance au commandement, de soutien à la montée en puissance de la FOT 77000 et de l'opération Sentinelle.

Notre projet de service SID 2020 est maintenant « sur les rails », les objectifs intermédiaires sont atteints et l'objectif final est à notre portée. Les centres référents sont prometteurs et constituent une véritable communauté de spécialistes dont l'utilité est chaque jour davantage démontrée et appréciée en interne, comme par les bénéficiaires.

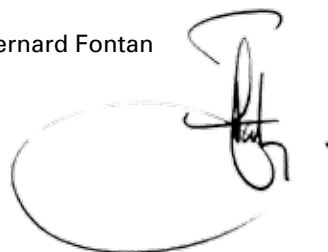
Nous sommes dorénavant un acteur de la concertation renouvelée et de la condition militaire au sein des armées, depuis la création en octobre 2016 d'un conseil de la fonction militaire (CFM) SID et d'une représentation du service au conseil supérieur de la fonction militaire (CSFM). Le plan stratégique RH se met en œuvre et le repyramidage du service a débuté. La montée en gamme, l'externalisation mesurée et le recentrage vers les domaines stratégiques sont des chantiers en cours. Toutes ces actions s'inscrivent parfaitement dans la feuille de route du SGA 2016/2018.

Les questions RH et sociales demeurent au centre de nos préoccupations et j'ai tenu à ce qu'elles servent de fil conducteur à la présente synthèse d'activité 2016. Pour 2017 et au-delà, notre premier défi sera celui d'un recrutement très important pour le personnel civil, toutes catégories confondues. Cela demandera un investissement de tous, dans la durée et une politique de communication et de recrutement volontariste.

Soyez-en bien tous convaincus, notre action est réellement déterminante et permet aux forces de remplir leurs délicates missions en France et partout dans le monde. La réponse apportée par le SID en 2016 a été en ce sens en tout points remarquable, et c'est à vous toutes et tous que nous le devons.

Je vous remercie à nouveau pour votre engagement, votre dynamisme et votre sens du service qui sont autant d'atouts déterminants pour le succès du SID. Des atouts dont nous aurons besoin en 2017 et au-delà pour rester opérationnel aux côtés des forces, dans un environnement national et international toujours incertain.

Le général de corps d'armée Bernard Fontan





Axe majeur
du projet de
service SID 2020,
la création de
centres référents
regroupant des
spécialistes des
thématiques
majeures
infrastructure. A
Toulon, le centre
réfèrent Installa-
tions Industra-
lo-Portuaires et
Maritimes a vu
le jour.



Profil

Depuis 2005, le ministère dispose d'un unique service d'infrastructure. Référent en matière d'immobilier et, plus récemment d'énergie, le service d'infrastructure de la défense soutient l'ensemble de ce patrimoine au profit des armées, des directions et des services.

Le référent ministériel en matière d'infrastructure

EN 2016, FAISANT FACE À L'AUGMENTATION DES BESOINS EN INFRASTRUCTURE DES ARMÉES, LE SERVICE A DÛ REPENSER SON PLAN DE CHARGES, DOUBLER SES EFFORTS AYANT POUR COROLLAIRE D'ACCROÎTRE LA PRODUCTIVITÉ DES AGENTS, CIVILS COMME MILITAIRES, QU'ILS SOIENT EN MÉTROPOLE, OUTRE-MER, OU À L'ÉTRANGER. LES EFFECTIFS DU SERVICE SONT POUR AUTANT RESTÉS CONSTANTS.

PRESENTATION

Le service d'infrastructure de la défense (SID) est le référent ministériel en matière d'infrastructure et d'énergie du ministère. Rattaché directement au secrétariat général pour l'administration (SGA), ce service interarmées entretient et administre l'ensemble des biens du ministère en métropole, outre-mer,

à l'étranger et sur les théâtres d'opérations.

Ce patrimoine conséquent par son dimensionnement, sa diversité et son caractère stratégique, nécessite des compétences techniques spécifiques et adaptées à chaque type d'installation.

L'ESID d'Île-de-France a livré 44 nouveaux logements au sein de la caserne d'Artois située à Versailles (78).



SGA/Com/Vrs©P.Palmesani

MISSIONS

L'EXPERTISE AU SERVICE DES FORCES ARMÉES

L'assistance au commandement

Aide le commandement en le consultant et en l'accompagnant dans l'expression de ses besoins, dans l'opportunité de ses investissements et dans la faisabilité de ses projets.

La conduite et la réalisation

Pilote les opérations de construction, de rénovation et de maintien en condition des ouvrages, en maîtrisant les coûts et les délais.

La gestion et la maintenance

Administre et entretient le domaine immobilier de l'État occupé par le ministère.

L'expertise

Apporte toutes les compétences techniques, administratives et juridiques pour répondre aux spécificités de l'infrastructure militaire.

Le soutien opérationnel

Pourvoit aux besoins en infrastructure des forces en tous lieux, y compris sur les théâtres d'opérations extérieures (dissuasion nucléaire, accueil des nouveaux systèmes d'armes, redéploiement des unités, soutien au stationnement, etc.).

Le soutien énergie

Maîtrise et optimise le fonctionnement énergétique du ministère.



A gauche, M. Jean-Paul Bodin, SGA, en visite pour la pose de la première pierre du chantier de la caserne d'Artois, à Versailles (78).

Ci-contre, à Marseille, des bungalows pour améliorer les conditions d'hébergement et de travail des 500 personnels de la force Sentinelle sont installés. L'opération, menée en un délai record de sept mois, sur deux sites intra-muros est la preuve par l'exemple de la qualité du soutien opérationnel apporté par le SID directement au profit des forces armées.

Faits marquants

L'ANNÉE 2016, 12 MOIS, 12 ÉVÈNEMENTS

JANVIER

La Gendarmerie nationale rationalise son implantation grâce à l'établissement du service d'infrastructure de la défense de Toulon. Le groupement de gendarmerie du Var s'est établi au cœur d'un éco-site de la Valette-du-Var.

FÉVRIER

L'établissement du service d'infrastructure de la défense de Toulon a lancé la phase 2 du programme d'accueil et de soutien Barracuda à Toulon. Celle-ci prévoit la réalisation de 10 ouvrages jusqu'en 2029.



FÉVRIER

MARS

Le chef d'état-major de l'armée de l'Air, le général d'armée Lanata, a rencontré le DCSID afin de souligner la nécessité de travailler ensemble pour fluidifier les futurs projets.



MARS

AVRIL

Le directeur central du service d'infrastructure de la défense accompagné d'une délégation s'est rendu sur le théâtre de l'opération Barkhane.

MAI

La direction d'infrastructure de la défense de Fort-de-France a soutenu les forces armées aux Antilles au cours d'un exercice simulant une catastrophe naturelle.

JUIN

Le détachement de la 13^e base de soutien du matériel (BSMAT) d'Yzeure s'est raccordé au réseau de chaleur urbain de Moulins.



AVRIL



AOÛT

JUILLET

L'établissement du service d'infrastructure de la défense de Toulon a procédé au battage du premier pieu des appontements destinés à l'accueil des frégates multi-missions au sein de la base navale toulonnaise.

AOÛT

L'établissement du service d'infrastructure de la défense de Lyon a livré le premier bâtiment d'hébergement générique à ossature bois CATALPA.



SEPTEMBRE

SEPTEMBRE

Le directeur central du service d'infrastructure de la défense et la directrice de la mémoire, du patrimoine et des archives ont signé une collaboration technique avec le service de l'agence des fortifications suédoise.

OCTOBRE

L'établissement du service d'infrastructure de la défense de Bordeaux a rencontré la fédération du bâtiment et des travaux publics de l'Aveyron.



DÉCEMBRE

NOVEMBRE

L'établissement du service d'infrastructure de la défense de Bordeaux est lauréat du Trophée de la commande publique 2016 : « achat public durable État ».

DÉCEMBRE

Arts & Métiers et l'École nationale supérieure des ingénieurs d'infrastructure militaire (ENSIM) ont renouvelé leur partenariat initial, celui de former de jeunes ingénieurs militaires d'infrastructure (IMI) au terme d'une prépa scientifique.

Les grands enjeux 2016



Le général de corps d'armée Bernard Fontan a pris la direction du service le 1^{er} août 2016.

LE NOUVEAU DIRECTEUR CENTRAL NOUS DÉVOILE SA VISION DU SERVICE.

MON GÉNÉRAL, DANS QUEL ÉTAT D'ESPRIT AVEZ-VOUS ABORDÉ VOTRE PRISE DE FONCTIONS INTERVENUE AU COURS DE L'ÉTÉ 2016 ?

L'expérience que j'ai pu développer au sein du SID m'a permis d'acquérir une vision globale des capacités du service et de son environnement, et d'en apprécier à la fois les nombreux atouts mais également les « faiblesses ». J'ai donc pris en août 2016, mes nouvelles fonctions dans un environnement qui m'était familier et auquel je suis particulièrement attaché.

Je tiens à saluer mes prédécesseurs, les généraux ADDÉ et VITRY ainsi que l'ingénieur général hors classe STEPHAN qui ont permis de créer, puis de développer le toujours « jeune » SID. Ils m'ont transmis un service efficient et dynamique répondant aux besoins du ministère.

Je souhaite adopter une approche pragmatique, et je n'ai pas la volonté de changer ce qui fonctionne bien. Je suis conscient du chemin déjà parcouru, des efforts déployés pour que le SID s'impose en quelques années comme le référent ministériel en matière d'infrastructure et d'énergie.

Le projet de service SID 2020 et le plan stratégique RH sont des outils remarquables qui définissent les orientations et les choix stratégiques du service sur lesquels je m'appuierai. Je m'inscrirai donc dans la continuité des actions initiées par mes prédécesseurs et qui ont permis de façonner le SID tel qu'il est aujourd'hui.

LES RESSOURCES HUMAINES, ET LES PROBLÉMATIQUES DE RECRUTEMENT EN PARTICULIER, SEMBLENT ÊTRE AU CENTRE DE VOS PRÉOCCUPATIONS ACTUELLES, POUVEZ-VOUS NOUS EN DONNER LES RAISONS ?

Les hommes et les femmes qui servent au sein du SID constituent sa première et plus précieuse richesse. Il est de mon devoir de la préserver.

J'y veille, avec d'autant plus de soins, que je sais que cette ressource reste « fragile », et qu'un déséquilibre RH peut rapidement mettre en péril le fonctionnement d'un établissement, et par extension, du service tout entier.

En ma qualité de directeur central du SID, je me dois de m'assurer que les presque 7000 agents civils et militaires du SID puissent y travailler dans des conditions satisfaisantes et compatibles avec l'exercice de leurs missions.

Le temps du recrutement est un temps « long » qui rime avec formation et qui doit s'anticiper le plus en amont possible. Nous peinons déjà actuellement à armer un nombre conséquent de postes et cette tendance pourrait s'aggraver dans les cinq prochaines années avec le départ naturel en retraite de très nombreux agents civils. Il y a là un risque majeur pour le SID.

Mais les tensions RH touchent également la population militaire, en particulier les conducteurs de travaux et les dessinateurs. Il faut en effet savoir que le SID n'est gestionnaire que d'environ 9 % des agents qu'il emploie (exclusivement

du corps des IMI) et que nous devons « dialoguer » au quotidien avec les DRH d'armées pour que soient honorés les postes nécessaires au service.

Nous devons en particulier mener une politique de recrutement résolument dynamique, communiquer davantage, rendre le service plus visible et plus attractif, recourir davantage à l'apprentissage et explorer de nouvelles pistes.

QUEL IMPACT AURAIT SUR LE SERVICE LA MISE EN ŒUVRE DES 2 % DU PIB CONSACRÉS À L'EFFORT DE DÉFENSE DANS LE CADRE DE LA PROCHAINE LOI DE PROGRAMMATION MILITAIRE ?

Le service est, dans son organisation et ses méthodes de travail actuelles, en limite de capacité de production. Je tiens d'ailleurs à rappeler que sur les dix dernières années les effectifs totaux consacrés à la fonction « infrastructure » ont littéralement fondu, chutant de 40 %, alors que sur la même période, le plan de charge du SID a presque doublé, passant de 1 à 1,6 Md€/an (hors contrats d'achat d'énergie). Cet « effet ciseaux » provoque d'inévitables « tensions ».

Des « tensions » qui pèsent déjà sur les USID, qui œuvrent, au quotidien, pour répondre au mieux aux nombreuses sollicitations des utilisateurs d'infrastructures dégradées.

Dans le cadre de la cible des 2% du PIB consacrés à l'effort de défense à laquelle vous faites référence, je ne saurais, à ce stade, vous en préciser ni la nature, ni la mise en œuvre. Je peux cependant vous assurer que le « renforcement » de nos cibles et de notre plan de charge conduirait le SID à devoir rapidement adapter ses modes opératoires et à « travailler autrement ».

Nous serions probablement amenés à contractualiser différemment, renforcer les achats centralisés, à recourir davantage à la standardisation d'infrastructures ainsi qu'à l'externalisation des prestations jugées non « stratégiques ».

Un renfort de nos effectifs serait également nécessaire dont la nature et le volume seraient également à étudier.

UN MOT DE CONCLUSION MON GÉNÉRAL ?

2016 aura été une année particulièrement dense, pleine de challenges que les agents du SID ont réussi à relever collectivement dans un souci permanent de rester fidèle à notre devise « opérationnel à vos côtés ».

2017 s'annonce assurément comme une année charnière, de transition et de défis. Dans un contexte national et international marqué par les incertitudes, le SID continuera donc à être fortement sollicité en métropole, à l'étranger et en opérations extérieures afin de soutenir l'intense activité opérationnelle de nos forces armées.

Je mesure à chacun de mes déplacements dans les unités, ou lors de mes échanges avec les hautes autorités civiles et militaires, toute la force et la valeur de l'engagement des hommes et femmes du SID qui font du service un outil efficace et indispensable au bon fonctionnement du ministère. Je les en remercie, ils ont toute ma confiance.

“
**Les hommes
et les femmes
qui servent
au sein du SID
constituent
sa première et
plus précieuse
richesse.**”



Embarquement pour le Mali : dans le cadre du soutien aux forces en OPEX, le SID a mis en place un marché de réalisation de bungalows spécifiques pré-fabriqués. Ceux-ci sont ensuite acheminés de la France (Toulon) jusqu'au Mali.



Métiers

Dans un contexte budgétaire, réglementaire et sécuritaire complexe, le service d'infrastructure de la défense a renforcé en 2016 sa capacité d'écoute et de réponse envers les besoins des forces Armées.

Enjeux de ressources humaines

LE SID RASSEMBLE 7 036 AGENTS : 4 552 PERSONNELS CIVILS, ET 2 484 PERSONNELS MILITAIRES PARMIS LESQUELS ON COMPTE 595 INGÉNIEURS MILITAIRES D'INFRASTRUCTURE (IMI) (DONNÉES AU 1^{ER} JANVIER 2017). CETTE RESSOURCE PRÉCIEUSE CONSTITUE LE FER-DE-LANCE DE L'ACTIVITÉ ET DE L'ENGAGEMENT DU SERVICE MAIS AUSSI UN ENJEU MAJEUR DE SA POLITIQUE DE RECRUTEMENT.

M. Hervé Caffet,
sous-directeur
Pilotage
des Ressources
Humaines :
« Le recrutement
constitue un levier
majeur dans
la transformation
du service. »



SGA/Com/Vrs©P.Palmesani

EN 2016, QUELLE EST LA STRATÉGIE RH ADOPTÉE PAR LE SERVICE D'INFRASTRUCTURE DE LA DÉFENSE ?

Le recrutement constitue un levier majeur dans la transformation du service qui se recentre sur ses domaines fondamentaux dans le cadre de sa réforme SID 2020. Ainsi, en 2016, le plan de recrutement du service d'infrastructure de la défense a porté sur un volume de 233 recrutements, représentant 192 personnels civils et 41 IMI. Cet effort traduit le souci du service de re-pyramider ses effectifs vers le niveau I (catégorie A et officier) et le niveau II (catégorie B et sous-officiers).

AUJOURD'HUI, LES PERSONNELS CIVILS REPRÉSENTENT PLUS DE 64% DES COLLABORATEURS DU SERVICE. COMMENT PEUT-ON INTÉGRER LE SERVICE D'INFRASTRUCTURE DE LA DÉFENSE EN TANT QUE PERSONNEL CIVIL DE LA DÉFENSE ?

Le concours demeure la voie privilégiée de recrutement des personnels civils. Il permet de disposer d'une ressource humaine stable et pérenne.

Ainsi, en 2016, le service d'infrastructure de la défense a procédé à 92 recrutements via cette voie. Toutes les catégories d'emploi en ont bénéficié de manière équilibrée : 22 catégorie A, 18 catégorie B, 22 catégorie C et 30 ouvriers de l'État. Ces recrutements concernent essentiellement la filière technique « génie civil » (ingénieurs et techniciens supérieurs d'études et de fabrication et agents techniques du ministère de la Défense).

Le recrutement de contractuels civils constitue également un vivier. Il permet de cibler certaines compétences dans des domaines spécifiques, ou de combler des vacances de postes que la mobilité des fonctionnaires, ou les concours, ne permettent pas de résoudre. **En 2016, le service a ainsi recruté 68 agents sous contrat dans toutes les catégories d'emploi : 39 catégorie A, 16 catégorie B et 13 catégorie C.**

Par ailleurs, le service souhaite maintenir une ouverture sur les autres administrations de l'État, ou locales, en accueillant dans ses rangs des agents détachés, ou en position normale d'activité pour les corps le permettant. Le SID compte ainsi des ingénieurs des ponts, des eaux et des forêts (IPEF), des ingénieurs des travaux publics de l'État (ITPE) ou des architectes urbanistes de l'État. Le service d'infrastructure de la défense est également ouvert au recrutement d'ingénieurs territoriaux qui souhaiteraient s'investir dans un de nos domaines d'activité.

Autre moyen d'accès, la reconversion de militaires compétents dans le domaine de l'infrastructure, notamment au sein de la filière technique « génie civil », constitue un moyen appréciable de maintien des compétences techniques au sein du service. En 2016, 31 militaires ont ainsi été recrutés dans toutes catégories d'emploi confondues.

QU'EN EST-IL DU RECRUTEMENT DES OFFICIERS INGÉNIEURS MILITAIRES D'INFRASTRUCTURE ?

Gestionnaire de ce corps, le service d'infrastructure de la défense recrute des IMI, soit par la voie de l'école nationale supérieure des ingénieurs de l'infrastructure militaire (ENSIM), soit par des recrutements latéraux ouverts à des officiers des trois armées ou à des fonctionnaires, soit enfin sur contrat (officiers sous contrat). La volumétrie de ces recrutements est conditionnée par l'objectif d'un corps composé de 658 officiers à l'horizon 2020, ainsi que par la politique ministérielle de contingentement pesant sur les différents grades d'officiers que poursuit la Direction des ressources humaines du ministère. **En 2016, le service a ainsi été autorisé à recruter 41 IMI** (12 par l'ENSIM, 22 sous contrats et 7 par les concours d'accès parallèles à l'ENSIM).

La mobilité des militaires constitue également une modalité de recrutement pour le service dont près de 80% du personnel militaire est fourni par les armées, essentiellement par l'armée de Terre (40%) et l'armée de l'Air (35%). Néanmoins, en 2016, le SID accusait un déficit de 10% des effectifs de l'armée de Terre initialement prévu dans le contrat d'objectif. Ce déficit concernait **principalement les sous-officiers de métier conducteurs de travaux**. Concernant l'armée de l'Air, le sureffectif constaté (+4%) a masqué une répartition territoriale inadéquate.

L'IC1 Martine Huau, cheffe du bureau de la gestion des IMI et des personnels militaires : « La mobilité des militaires constitue également une modalité de recrutement pour le service dont près de 80% du personnel militaire est fourni par les armées »



SGA/Com/Vrs©P.Palmesani

Enjeux de ressources humaines

QUEL IMPACT LE PROJET DE SERVICE « SID 2020 » A-T-IL EU SUR LES FORMATIONS PROFESSIONNELLES ?

La formation continue « métiers » joue le rôle essentiel de levier de développement des compétences au profit des agents internes au service. **Le service d'infrastructure de la défense y consacre un budget d'1 million d'euros par an.**

Un schéma directeur décline les orientations stratégiques du projet de service « SID 2020 » sur ce point. Celui-ci est conçu sur deux ans, et révisé chaque année, afin d'apporter les adaptations nécessaires à l'évolution des missions du service.

EN 2016, QU'ELLES ONT ÉTÉ LES GRANDES TENDANCES EN MATIÈRE DE FORMATIONS AU SEIN DU SERVICE ?

Les axes prioritaires de l'offre de formation portent sur les principaux domaines qui concernent le service. Parmi eux, on trouve ainsi l'assistance au commandement, la maîtrise d'ouvrage, la conduite d'opérations, les procédures d'externalisation, l'ingénierie de la maintenance, l'achat d'infrastructure, d'énergie et de maintenance, les domaines stratégiques que sont l'énergie haute tension, le nucléaire et les installations aéroportuaires, mais aussi et enfin, la santé et la sécurité au travail.

Ce budget prend également en charge des formations diplômantes de haut niveau permettant le maintien du degré d'expertise du service et le développement des compétences spécifiques dans les domaines de spécialisation stratégiques. En 2016, les domaines d'expertise retenus concernaient le génie climatique, l'eau, les structures, la sûreté nucléaire, l'électricité, la détection et la sécurité des infrastructures. Les formations de spécialisation ont porté sur les technologies de l'énergie, les marchés de l'énergie, les ouvrages maritimes et portuaires.

Enfin, des formations complémentaires d'adaptation sont proposées aux IMI sortant d'école dans deux domaines ; le domaine du nucléaire par l'inscription à des modules de formation à l'École des applications militaires de l'énergie atomique (EAMEA) de Cherbourg et les infrastructures aéroportuaires par une formation spécifique à l'école nationale de l'aviation civile (ENAC).

Les masses budgétaires les plus significatives ont porté sur les opérations d'adaptation des infrastructures (21% du budget), les formations d'experts et de spécialistes (20%), les marchés et l'achat d'infrastructures (16%) ainsi que la gestion de la maintenance et la gestion du patrimoine (14%). La prévention en a mobilisé 6%, l'énergie 3%, le nucléaire 2% et les opérations extérieures 1%.

QU'EN EST-IL DES PARCOURS PROFESSIONNELS AU SEIN DU SERVICE ? QUELLES SONT LES MODALITÉS À PRENDRE EN COMPTE ?

La création d'un service unique d'infrastructure, en 2005, a eu pour conséquence de concentrer la fonction « Infrastructure » du ministère au sein de ce service. Ce contexte a favorisé une réflexion cohérente sur des parcours professionnels adaptés.

**En 2016,
4 945 agents
ont été
formés**

Par ailleurs, le service est le responsable ministériel de la famille professionnelle « infrastructure et politique immobilière » du référentiel des emplois ministériels (REM). Il lui revient d'assurer la cohérence entre la politique d'emploi des différentes catégories de personnel et le référentiel des emplois en organisation.

Enfin, la forte dépendance du service, vis-à-vis des gestionnaires de personnel, lui impose de caractériser son besoin en ressources humaines, opérationnelles comme fonctionnelles, dans un environnement de haute technicité. Les parcours professionnels sont donc destinés à donner une meilleure lisibilité de l'employabilité des agents par le service, quel que soit leur statut (civil ou militaire), tant aux intéressés qu'aux gestionnaires.

Les parcours professionnels sont établis de manière à constituer des carrières aux multiples compétences, couvrant la conception, la construction ou la rénovation d'ouvrages, la maintenance ainsi que la conduite d'opérations. L'expertise est également une voie de carrière. Ces parcours s'accompagnent d'entretiens de carrière conduits à la demande de l'agent ou du service. Ces entretiens sont systématiques et interviennent, à des périodes clés de la carrière, notamment au passage d'un grade supérieur. Une centaine d'IEF et près de 200 IMI ont ainsi bénéficié de ces entretiens.

Des parcours professionnels, destinés aux techniciens supérieurs de la spécialité « génie civil » ainsi qu'aux militaires de l'armée de Terre et de l'armée de l'Air, sont en cours d'élaboration et devraient être concrétisés en 2017.

Enfin, le service d'infrastructure de la défense propose des parcours croisés aux IMI ainsi qu'à certains officiers des armées, directions et services. Ces parcours favorisent une acculturation réciproque et permettent une bonne connaissance des modes de fonctionnement, des procédures ainsi que des attentes des uns et des autres.

Cette question est primordiale pour assurer au service l'attractivité nécessaire destinée à relever les enjeux majeurs que représentent une juste adaptation entre les besoins en ressources humaines du service d'infrastructure de la défense et sa ressource disponible.



SGA/Com/Vrs@P.Palmesani

Mme Fabienne Stoll, cheffe du bureau de la gestion du personnel civil : « La formation continue « métiers » joue le rôle essentiel de levier de développement des compétences au profit des agents internes au service. »

Focus sur le « nouveau » Conseil de la Fonction Militaire du SID (CFM SID)

Le saviez-vous ?

Le CFM SID est l'instance nationale de concertation du personnel géré par le SID (ingénieur militaire d'infrastructure – IMI). Il permet ainsi aux personnels militaires du SID en général, et plus particulièrement aux IMI, de dialoguer au plus haut niveau du ministère sur les problématiques statutaires, judiciaires et de condition militaire.

Il est composé de 7 membres titulaires et de 7 suppléants répartis en deux groupes (A et B), élus par leurs pairs pour une durée de 2 à 4 ans. Le renouvellement des membres du CFM SID intervient par moitié tous les deux ans, conformément à la répartition des groupes.

LE SID DEVIENT UN ACTEUR DE LA CONCERTATION RÉNOVÉE

Le conseil de la fonction militaire du SID (CFM SID) a été créé à l'été 2016. Compte-tenu des délais nécessaires à la désignation de ses membres, et de parution des textes relatifs à la concertation renouvelée, le CFM SID n'est cependant « officiellement » actif que depuis le 1^{er} janvier 2017.

Le CFM SID complète, avec le CSFM (Conseil Supérieur de la Fonction Militaire) et les 8 autres CFM des FARF (Forces armées et Formations Rattachées), le nouveau dispositif de concertation militaire renouvelé au sein du ministère. Il marque sa volonté de s'inscrire davantage dans le dialogue et la concertation, en « professionnalisant » le dispositif. Via la création de son CFM, le SID s'inscrit de manière dynamique dans cet élan.

Le CFM SID étudie toutes les questions relatives aux conditions de vie, d'exercice du métier militaire ou d'organisation du travail au sein des entités du SID. Il peut également procéder à l'étude des questions le concernant. Il dispose d'un représentant permanent au sein du CSFM, l'ingénieur en chef Vincent Rostand, élu pour une période de deux ans, renouvelable une fois. Assisté des nouveaux concertants « professionnels » élus, l'unique représentant du

SID au CSFM participe aux travaux d'étude de projets de textes intéressant la condition militaire et les statuts afin de permettre au CSFM de rendre un avis.

Le ministre est le président de l'ensemble des 9 CFM du ministère. Le directeur central du SID, le GCA Bernard Fontan est le vice-président du CFM SID. Il en assure la présidence effective. Il fixe la date des sessions et en arrête l'ordre du jour. Le secrétaire général du CFM SID, désigné par le ministre de la défense sur proposition du vice-président, organise et anime les travaux du conseil suivant les délégations reçues du ministre de la défense. Ce poste est actuellement tenu par l'ingénieur en chef Jean-Marc Colliou.

Le CFM SID se réunit en principe en session plénière deux fois par an, en présence de son vice-président. Des séances de travail intermédiaires animées par le secrétaire général du CFM SID peuvent toutefois se tenir. Ces réunions ne sont pas publiques.



Les instances de concertation civiles et militaires en images



1^{re} réunion plénière du CFM SID en présence de M. Bodin, secrétaire général pour l'administration.



Le CTR SID qui a réuni à Versailles l'ensemble des interlocuteurs du SID et des syndicats le 07 avril 2016.

Assister le commandement



SGA/Com/Vrs©P.Palmesani

Le centre référent SECPRO constitue un vivier de compétences spécialisé dans la protection des installations et de l'effet des armes.

L'ÉTAT DE LA MENACE SUR LE TERRITOIRE NATIONAL EN 2016 A, ENTRE AUTRES ÉLÉMENTS D'APPRÉCIATION, CONDUIT LE MINISTÈRE DE LA DÉFENSE À REHAUSSER LE NIVEAU DE PROTECTION DE SES EMPRISES. TRÈS RAPIDEMENT, LA NÉCESSITÉ DE DISPOSER D'OUTILS SPÉCIFIQUES EN MATIÈRE DE RÉALISATION DES OPÉRATIONS EST APPARUE.

UNE RÉACTIVITÉ FACE AUX MENACES TERRORISTES

Le 11 novembre 2015, le comité exécutif ministériel (COMEX) a décidé de confier la maîtrise d'ouvrage d'ensemble au service d'infrastructure de la défense. Une équipe de programme intégrée, dirigée par un officier du service, a ainsi été constituée. Elle comprend des officiers de programme des armées, des experts des services issus de la Direction de la protection des installations, moyens et installations de la défense, de la Direction de la protection et de la sécurité de la défense, de la Direction interarmées des réseaux d'infrastructures et des systèmes d'information de la défense et enfin, de la Direction générale des systèmes d'information de communication.

Parallèlement, le service d'infrastructure de la défense a créé, au sein de son centre d'expertise, un centre référent SECPRO (sécurité protection). L'ensemble de ce vivier de compétences vient alors utilement compléter celui du Centre d'expertise des techniques d'infrastructure de la défense, qui, au fil des ans, a su acquérir et développer une maîtrise de l'expertise du domaine de la protection des installations et de l'effet des armes.

2016, UNE ANNÉE CHARNIÈRE

En 2016, la première partie des travaux a été lancée. Elle a consisté en la

réalisation des standards de protection physique, premières briques du futur système intégré de protection de site (SIPS), et dans le soutien à l'expression des besoins des armées. Il a ainsi été défini trois profils de protection en matière de contrôle d'accès et de protection périmétrique, de « base » à « durci ». Ces standards ne sauraient toutefois constituer, ou être considérés, comme des normes. Le niveau de protection étant un objectif à atteindre, il convient, en effet, de prendre en compte le contexte local, et notamment l'existant, afin d'éviter toute surenchère, veiller à préserver la soutenabilité budgétaire et mesurer l'impact en terme de ressources humaines. En appliquant ainsi ces standards sur les emprises, chaque opérateur d'importance vitale a pu déterminer le niveau de protection qu'il souhaitait appliquer.

Par ailleurs, cette standardisation a permis une rationalisation de la politique d'achat correspondante. Deux accords-cadres centraux ont ainsi été contractualisés pour réaliser les infrastructures et acquérir les équipements de protection des emprises, l'un piloté par le service, le second par la Direction interarmées des réseaux d'infrastructures et des systèmes d'information de la défense en tant que maître d'ouvrage délégué. S'y est ajoutée

une méthodologie spécifique d'analyse et de conduite des projets intégrant, dès la phase de définition, un travail local en mode projet. Des équipes locales intégrées ont alors été constituées, rassemblant le représentant du bénéficiaire, la Direction interarmées des réseaux d'infrastructures et des systèmes d'information (DIRISI) de la défense locale, ainsi que l'établissement du service d'infrastructure de la défense en question.

Ainsi, l'ensemble de ces mesures, décidées et mises en œuvre en à peine une année, garantit la cohérence de l'action, par le biais d'un encadrement du besoin d'un modèle prédéfini, d'une équipe intégrée de conception et d'une politique d'achat destinée à faciliter la mise en œuvre.

Au profit de la Délégation générale de l'armement (projet EMPIRE), la Direction centrale du service d'infrastructure de la défense, l'équipe de programme intégrée et le centre référent se sont ainsi attachés à accompagner le projet sur les mêmes bases de réflexion que celles conduites avec les armées.

LA CYBER-SÉCURITÉ

Dans le cadre de l'équipe de programme intégrée, la Direction générale des systèmes d'information de communication (DGSIC) et la chaîne système de sécurité de l'information du service, ont mené à bien, dans ce domaine, un groupe de travail sur l'homologation des systèmes. Un document spécifique au réseau SECPRO a alors vu le jour et pu être diffusé en 2016.

LE MAINTIEN EN CONDITION

Au cœur de cette spécialité, une stratégie a été déterminée de manière à garantir un niveau de disponibilité adapté au choix

du niveau de protection (base – renforcé – durci) et à maîtriser les coûts. Pour cela, il s'agit de conduire des études sur la criticité des incidents probables (rapport entre l'impact sur l'activité et l'urgence à mettre en place une solution palliative). Des niveaux de maintien en condition opérationnel différenciés ont ainsi été identifiés, qu'il s'agisse des équipements d'extrémité ou de réseaux. Le maintien en condition de sécurité, quant à lui, a été découpé suivant une grille d'évaluation de criticité, de faible à forte, déterminée après analyse de la solution mise en place.

L'INNOVATION AVANT TOUT

Par ailleurs, 2016 fut une année d'expérimentations. Le service d'infrastructure de la défense, en tant que maître d'ouvrage d'ensemble, et le Centre d'expertise des techniques de l'infrastructure de la défense en tant qu'expert du domaine, ont lancé, ou participé, à des actions spécifiques comme celle de « smart-base », ou la définition et le montage de maquettes de clôtures.

CAP VERS 2017, UNE ANNÉE DE CONSOLIDATION

L'année 2016 aura ainsi été une année dense dans le domaine de la défense-sécurité. Le service d'infrastructure de la défense y a alors pris toute sa place. Il a su se doter de moyens en organisation pour atteindre les objectifs ambitieux décidés au plus haut niveau du ministère.

L'année 2017, quant à elle, permettra d'asseoir les contours du futur système intégré de protection de site, de développer la plateforme cyber avec la Direction général de l'armement/management de l'information, de consolider les procédures de travail et enfin, de mener des expérimentations, notamment sur la simulation numérique des solutions SECPRO.

A l'ESID de Brest, un nouvel outil de cyber-sécurité a été élaboré.



EN 2016, LES ACTIVITÉS REMARQUABLES ONT CONCERNÉ PLUS PARTICULIÈREMENT CERTAINES OPÉRATIONS DES 17 PROGRAMMES MAJEURS D'INFRASTRUCTURE OU DES OPÉRATIONS LIÉES À DE GRANDS PROJETS, PILOTÉS PAR LA SOUS-DIRECTION *PROJETS* DE LA DIRECTION CENTRALE DU SERVICE D'INFRASTRUCTURE DE LA DÉFENSE.

2016, DES RÉALISATIONS CLÉS VARIÉES

En 2016, les premières opérations furent relatives à l'accueil de l'avion logistique et ravitailleur Multi-Rôle Transport Tanker (MRTT) sur la base d'Istres, programme majeur d'infrastructure. Celui-ci a nécessité une dépollution pyrotechnique des pistes ainsi que de la zone de construction, complétée par la notification d'un marché de construction d'un hangar de maintenance.

Pour le programme majeur d'infrastructure Scorpion, l'année 2016 a vu la construction de bâtiments relatifs aux Ecoles du matériel de Bourges et la création d'une station d'entretien à Sarrebourg. Parallèlement, l'adoption par l'Etat-major de l'armée de Terre du modèle « au contact » a bouleversé le plan d'équipement prévalant depuis 2015. Il a alors contraint le service d'infrastructure de la défense à réarticuler ses études afin d'être le plus en adéquation possible avec le plan d'équipement demandé par l'Etat-major de l'armée de Terre, notamment pour la livraison de nouveaux véhicules terriens.

Dans le cadre du programme Rafale, les travaux relatifs au 2^e escadron nucléaire de Saint-Dizier ont débuté en 2016, et ceux au profit du 4^e escadron Rafale, à Mont-de-Marsan, sont

à présent notifiés et en cours d'études environnementales.

L'année 2016 a aussi permis, dans le cadre du programme d'infrastructure visant la restructuration des hôpitaux d'instruction des Armées, la notification du marché de construction des urgences de l'Hôpital d'instruction des armées Laveran et la poursuite des travaux de la boucle haute-tension de l'Hôpital d'instruction des armées Robert Picqué.

Enfin, dans le cadre du programme majeur d'infrastructure des hélicoptères de nouvelle génération (H-NG), le marché de conception-réalisation a été notifié sur Pau afin de réaliser des bâtiments de commandement, de maintenance et de remisage des hélicoptères CAÏMAN. Ces derniers arriveront en 2019. Quant aux infrastructures TIGRE et CAÏMAN de Phalsbourg, elles ont, d'ores et déjà, été livrées en quasi-totalité.

UNE RÉALISATION HORS-NORME : CATALPA¹, UNE SOLUTION DE LOGEMENT NOVATRICE ADAPTÉE

Consécutivement à la décision de régénération de la Force Opérationnelle Terrestre à 77 000 hommes qui entraînait la création de deux régiments et de 33 unités élémentaires au

¹ CATALPA : bâtiment générique à ossature bois.

sein de régiments existants, le service d'infrastructure de la défense a engagé, en 2016, la réalisation de bâtiments neufs d'hébergement et de bureaux d'unité élémentaire au sein de 13 régiments ainsi que la réhabilitation lourde d'un bâtiment. Sur les 13 bâtiments neufs, huit ont pu être remis à l'utilisateur au cours de l'année 2016.

Cet objectif a pu être atteint en raison d'une standardisation du besoin au niveau national réalisée par l'Etat-major de l'armée de Terre. Cette standardisation a ainsi permis au service de contractualiser un marché national de construction de bâtiment dénommé CATALPA. Ce marché permet aussi de répondre à tout besoin d'hébergement, des projets de réalisation de bâtiments CATALPA sont ainsi en cours au profit de l'hébergement de troupes Sentinelle ou encore pour le projet Service Militaire Volontaire.



SGA/Com/Vrs©P.Palmesani

Image de synthèse des infrastructures Scorpion.

Les infrastructures CATALPA conçues pour répondre aux besoins de la FOT 77000.



©Lheudé Architectes

Gérer, maintenir, exploiter, au cœur du soutien



SGA©P.Palmesani

La centrale de conversion électrique de l'arsenal Castigneau, dont l'exploitation est conduite par le SID, au cœur de la base Navale de Toulon, permet d'alimenter les quais des FREMM situés à proximité.

LE PARC IMMOBILIER DU MINISTÈRE SE SINGULARISE PAR SON ÉTENDUE ET SA GRANDE DIVERSITÉ. LES INFRASTRUCTURES OPÉRATIONNELLES CÔTOIENT DES ÉQUIPEMENTS COLLECTIFS, DES INFRASTRUCTURES DE COMMUNICATION, DES OUVRAGES INDUSTRIELS - COMPRENANT DES OUVRAGES INTÉGRÉS AU DOMAINE NUCLÉAIRE -, DES ENTREPÔTS LOGISTIQUES, DES ESPACES NATURELS, OU ENCORE DES IMMEUBLES DE BUREAUX ET D'HABITATION.

Ce patrimoine, d'ancienneté très variable, est constitué de près de 50 000 ouvrages pour une surface bâtie active de l'ordre de 30 millions de m², soit près de 40% de la surface occupée par les services de l'Etat.

LA MAINTENANCE, UNE ACTIVITÉ ESSENTIELLE AU SOUTIEN DES FORCES

La maintenance de ces ouvrages et des équipements, indispensables aux activités et au soutien des forces, constitue l'une des missions du service d'infrastructure de la défense. Pour tenir ses engagements, le service fiabilise de manière continue la connaissance de ses infrastructures et poursuit une démarche d'optimisation des prestations de maintien en condition.

Au cœur du projet de service « SID 2020 », les efforts portent prioritairement sur les domaines identifiés comme stratégiques par les armées. L'année 2016 a ainsi vu la notification des premiers audits destinés à examiner l'état de conservation et d'entretien des infrastructures industrielles et portuaires des bases navales, des installations de préparation opérationnelle des camps de manœuvre

et des réseaux électriques des plateformes aéroportuaires. Ces études permettront d'élaborer, dès 2018, les premiers schémas directeurs de maintien en condition. Ceux-ci sont porteurs de l'évaluation de la qualité du maintien en condition réalisé, de stratégies de maintenance adaptées à chaque ouvrage selon leur criticité et d'une planification des opérations de grande maintenance, voire de renouvellement à programmer.

Cette démarche s'est appliquée dès 2016 et s'échelonne jusqu'en 2019 à chaque domaine stratégique. Son application à d'autres secteurs essentiels au soutien commun est également lancée, en particulier pour les réseaux ferrés et les installations classées pour la protection de l'environnement.

Alors que les opérations de réhabilitation, voire de reconstruction, s'inscrivent dans une programmation pluriannuelle individualisée dite de maintenance lourde (ML) pilotée au niveau central, la maintenance courante est quant à elle financée dans le cadre de dotations annuelles réparties par base de défense.

Ces prestations de proximité

répondent à des demandes d'intervention à la suite de pannes, mais aussi à des besoins d'amélioration mineure, des remises à niveau exprimées par les utilisateurs ou encore à des prestations d'entretien systématique.

LA CONTINUITÉ ÉLECTRIQUE, UN ENGAGEMENT AU PROFIT DES FORCES ARMÉES

Assurer la continuité de la fourniture d'électricité au profit des armées constitue l'une des déclinaisons des missions de gestion du patrimoine assurée par le service d'infrastructure de la défense.

Le service a ainsi traduit, dès 2015, les exigences de l'armée de l'Air, de la Marine et de la Direction interar-

mées des réseaux d'infrastructure et des systèmes d'information (DIRISI) au sein de contrats de service ou de protocoles nationaux. En 2016, ils ont alors été déclinés dans des contrats de services locaux entre les établissements du service d'infrastructure de la défense et les acteurs locaux de la DIRISI, des bases aériennes et des bases navales.

Ainsi, il a été convenu qu'en cas de rupture de courant, le service, à travers les contrats de services locaux, s'engage à rétablir l'électricité dans un délai imparti en fonction des enjeux opérationnels des armées. Le respect de ces contrats fait partie intégrante des engagements pris au titre du contrat d'objectifs et de performance (COP).

Le saviez-vous ?

Afin d'améliorer la résilience des infrastructures opérationnelles, une expérimentation a été lancée avec l'armée de l'Air sur deux bases aériennes (base aérienne 107 de Villacoublay et 942 de Lyon Mont-de-Verdun) afin de mesurer, en temps réel, l'atteinte des objectifs et d'auditer les éventuelles difficultés rencontrées.

Cette expérimentation repose sur une procédure déclarative de l'armée de l'Air, qui en cas de rupture du service électrique, identifie l'incident, l'installation opérationnelle impactée et les effets sur l'activité de la base. Cette déclaration se fait alors au travers de l'outil SILLAGE utilisé pour exprimer les besoins des soutenus des bases de Défense, dont celles relatives à l'infrastructure.

Le suivi de ces incidents, à travers l'application GTP, permettra d'identifier et de recenser les équipements qui, par leurs défaillances ou leurs inadéquations aux enjeux opérationnels des armées, entraînent des coupures et doivent faire l'objet d'une maintenance préventive renforcée ou d'une maintenance améliorative, voir d'une refonte de l'installation en vue d'augmenter sa résilience (par la redondance des équipements par exemple).

A terme, cette procédure permettra de renforcer le dialogue de commandement entre le service d'infrastructure de la défense et les armées en s'appuyant sur des données chiffrées relatives au nombre et à la nature des incidents rencontrés, à leurs causes, à la chaîne de traitement et à leurs résolutions.

La synthèse de ces incidents présentée lors des comités mixtes énergies locaux (CMEL) permettra aux chefs des unités de soutien d'infrastructure de la défense de fournir au commandant de la base de Défense des éléments factuels pour garantir la meilleure utilisation de la ressource financière consacrée au maintien en condition, indispensable pour maintenir la posture opérationnelle.

L'expertise au cœur du soutien des opérations

LE CENTRE D'EXPERTISE DES TECHNIQUES DE L'INFRASTRUCTURE DE LA DÉFENSE (CETID) EST L'ORGANISME EXPERT DU SERVICE D'INFRASTRUCTURE DE LA DÉFENSE. IL INTERVIENT DANS LE DOMAINE DU SOUTIEN DE L'INFRASTRUCTURE, PRIORITAIREMENT EN OPÉRATIONS, MAIS AUSSI SUR LE TERRITOIRE NATIONAL ET OUTRE-MER.

Afin de garantir l'autonomie en eau des forces déployées en opération extérieure, la recherche de ressources profondes en eau et sa potabilisation représentent un enjeu majeur. Seule l'expertise du service d'infrastructure de la défense est en mesure d'assurer, au profit du ministère, ce soutien hydrogéologique.

UNE EXPERTISE MISE AU PROFIT DE MISSIONS D'HYDROGÉOLOGIE

Dans le cadre des missions relatives à l'hydrologie, le pôle ingénierie eau-environnement du CETID apporte au commandement une assistance déterminante. Ainsi régulièrement, des experts du pôle, dont un hydrogéologue, sont projetés sur les théâtres pour y réaliser des études hydrogéologiques ou recueillir les données de terrains (topographie, présence de forages existants, *etc.*) afin de déterminer la localisation des ressources en eau, évaluer leur profondeur et enfin, leur vulnérabilité.

Par la suite, le pôle assiste les antennes infrastructure des théâtres dans la rédaction des cahiers des clauses techniques particulières de forage et lors des phases clés de travaux (positionnement des crépines et des pompes, développement du forage, essais de pompage). Après interprétation des analyses d'eau et l'homologation de la ressource, le pôle définit alors le type et les capacités de l'unité de traitement d'eau (UTE) à installer permettant la production d'eau potable.

Enfin, le pôle intervient à la suite de l'évolution des besoins ou lors de problèmes techniques.

Ces derniers peuvent survenir sur les 21 forages et les six UTE répartis sur l'ensemble des théâtres.

Ainsi, en 2016, plusieurs missions de ce type ont été réalisées au profit des opérations Barkhane (Faya, Gao, Tessalit, Kidall, Niamey) et Chammal (H5). Pour chacun des théâtres, le but est identique. Il s'agit d'obtenir l'autorisation de mise en consommation de l'eau.

DES ESSAIS GRANDEUR NATURE

Par ailleurs, engagé dans la rédaction d'une publication interarmées sur la conception de camps pour les forces installées au sein des théâtres d'opérations extérieures, mais aussi dans l'élaboration d'un guide traitant de la réalisation d'un dépôt depuis sa planification jusqu'à sa réalisation, le CETID a réalisé une expérimentation afin de conforter ses connaissances accumulées depuis plus de 15 ans, sur le concept d'un dépôt de munitions projetable.

Le stockage des munitions en opérations extérieures doit en effet faciliter le déploiement rapide d'importantes quantités de munitions sur des zones d'installation, souvent restreintes, où doivent cohabiter les personnels et matériels. Devant les difficultés



D.R.

Réalisation de forages en OPEX

à respecter les distances de sécurité réglementaires, l'essai a pour but essentiel de permettre au commandement d'arbitrer entre le respect des règles de sécurité et les impératifs opérationnels.

Ainsi après avoir réalisé en 2013, un dépôt de munitions de type OPEX et suivi son vieillissement au cours des deux années suivantes, le CETID a simulé à la fin de l'année 2015 une explosion accidentelle à l'intérieur d'une alvéole d'une charge de deux tonnes d'équivalent TNT.

L'analyse des nombreuses informations recueillies a permis, dès juin 2016, de restituer les premiers éléments qui permettent au service d'infrastructure de la défense d'appuyer son soutien infrastructure aux opérations sur des données expérimentales consolidées. Cet essai exceptionnel illustre l'apport de l'expertise du service au profit des forces.

EN MÉTROPOLE, DE L'EXPERTISE À LA CONCEPTION D'ÉQUIPEMENTS UNIQUES

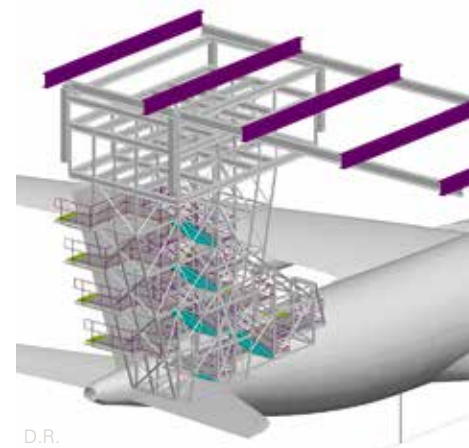
Le CETID est autant sollicité en opérations extérieures qu'en métropole. Ainsi, dans le cadre de l'accueil de l'A330-200 MRTT (Multi-Rôle Transport Tanker) sur la base aérienne 125 d'Istres, l'armée de l'Air a souhaité

étudier la réalisation d'un échafaudage mobile et adaptable pour la visite en hangar des organes de vol de l'avion.

Conjointement à l'étude de la structure de la charpente du hangar, d'une part, et à la mise au point de la version de l'avion, d'autre part, le CETID est venu soutenir ce projet. Le centre a réalisé la conception et le pré-dimensionnement d'un échafaudage en deux sous-ensembles mobiles sur rails directement fixés à la charpente du hangar dédiés, « les docks suspendus ».

Cette conception fut complexe : « les docks suspendus » devant translater perpendiculairement et de chaque côté de la dérive, se positionner verticalement sur chaque face de la dérive par le biais de vérins à vis et enfin, s'adapter à la forme de la voilure par la translation partielle de planchers coulissants.

Seule l'expertise adaptée aux infrastructures de la Défense permet ici de créer de tels équipements spécifiques au sein du ministère.



D.R.

Structure métallique du dock suspendu

Le personnel militaire projeté en 2016 :

- 60 officiers / 131 sous-officiers / 35 militaires du rang soit 226 personnels projetés en opérations extérieures,
- 18 officiers / 37 sous-officiers / 35 militaires du rang soit au total près de 90 personnels appelés en missions de courte durée,
- 3 sous-officiers en renfort au profit de missions intérieures,
- 9 officiers partis en appui d'exercices.

LE SOUTIEN OPÉRATIONNEL RESTE EN 2016 AU CŒUR DE L'ACTIVITÉ DU SERVICE, TANT EN MÉTROPOLE, OUTRE-MER QU'À L'ÉTRANGER.

A L'ÉTRANGER, AU CONTACT DES FORCES EN OPÉRATIONS EXTÉRIEURES

Au cours de l'année 2016, le service d'infrastructure de la défense a projeté un effectif de 328 personnels (87 officiers, 171 sous-officiers, 70 militaires du rang). Pour mémoire, en 2015, ils étaient près de 294 militaires à s'être rendus sur les théâtres d'opérations extérieures (74 officiers, 139 sous-officiers, 81 militaires du rang).

Assurant des missions de soutien au stationnement, ces militaires sont intégrés au sein des postes de commandement (opératifs et tactiques) afin d'y assurer des missions de maîtrise d'ouvrage, de maîtrise d'œuvre ou encore de maintien en condition opérationnelle des installations.

Parallèlement, dans le cadre des instructions et données de base, le service d'infrastructure de la défense dispose et gère également un stock capacitaire de bungalows, de structures métallo-textile, de groupes électrogènes et leur environnement, d'unités de traitement des eaux et enfin, de stations d'épuration.

Depuis 2014, et afin de traiter au mieux les besoins des armées, le service dispose d'un marché lui permettant d'acheter et de projeter des bungalows. À terme, celui-ci sera seul détenteur des bungalows projetables au profit des forces armées.

OUTRE-MER, UN SOUTIEN INFRASTRUCTURE DÉDIÉ

Les directions d'infrastructure de la défense assurent, tout comme les établissements du service d'infrastructure de la défense sur le territoire national, le soutien de l'infrastructure du ministère outre-mer. Le personnel militaire est alors amené à renforcer les directions d'infrastructure de la défense (DID) au Sénégal, au Gabon, à Djibouti, aux Emirats Arabes-Unis, en République de Côte d'Ivoire et dans les DOM-COM (Réunion, Mayotte, Martinique, Guadeloupe, Guyane et Polynésie).

En outre, des conventions lient ces directions avec les régiments du service militaire adapté pour le soutien d'une partie de ces infrastructures appartenant au ministère des Outre-mer.

A titre d'exemple, la direction d'infrastructure de la défense de Papeete conduit le projet TELSITE2. Celui-ci concerne la rénovation de l'ensemble du système de surveillance géo-mécanique de l'atoll de Mururoa. D'un montant total d'environ 60 millions d'euros, le projet a vu en 2016 d'importants travaux de renforcement de route et d'ouvrages, notamment par un chantier conduit au sein des plateformes accueillant les instruments de mesure du Commissariat à l'énergie atomique et aux énergies alternatives.

EN MÉTROPOLE, CENTRALISÉ, AU CŒUR DU NUCLÉAIRE ET DE LA DISSUASION

Autre entité à vocation opérationnelle, par arrêté du 25 février 2015, le bureau nucléaire et dissuasion est installé au sein de la direction centrale du service d'infrastructure de la défense. Pour toutes opérations liées au nucléaire, ce bureau s'assure de la prise en compte des contraintes spécifiques à la sûreté nucléaire. Son rôle est ainsi d'assumer la direction de programmes d'infrastructure (accueil/soutien des sous-marins nucléaires d'attaques Barracuda, rénovation électrique de bases navales accueillant des sous-marins nucléaires) et de piloter les activités budgétaires soutenant les infrastructures de la dissuasion.

En 2016, de nombreuses opérations de maintenance ont ainsi assuré le maintien en condition opérationnelle de ces infrastructures.

Des investissements significatifs sont aussi intervenus dans des domaines variés tels que la refonte des installations électriques de l'Île-Longue, la protection-défense de sites sensibles, l'adaptation ou encore le maintien à niveau des installations industrialo-portuaires et diverses adaptations capacitaires.

Par le soutien qu'il apporte aux composantes stratégiques de la dissuasion, le service d'infrastructure de la défense participe plus que jamais à la permanence de la posture de dissuasion.



SID©C.Grimbert

Le taux de disponibilité des groupes électrogènes projetés a été de 85% en 2016, conformément à l'objectif fixé.

Dans le cadre de l'opération Barkhane, le SID a fait ériger un mur anti-souffle pour la piste aéronautique, à Niamey (Niger).



Au plus près des formations, le réseau du SID constitue la force vive du service. A Marseille, c'est l'unité de soutien d'infrastructure de la Défense qui a déployé une solution pour accueillir les 500 personnels de SENTINELLE sur deux sites intra-muros, le tout en moins de sept mois.





Réseau

Calqué sur l'organisation territoriale des armées, le réseau du service assure ainsi un soutien de proximité aux entités du ministère la défense, qu'elles soient en métropole, outre-mer, ou à l'étranger.

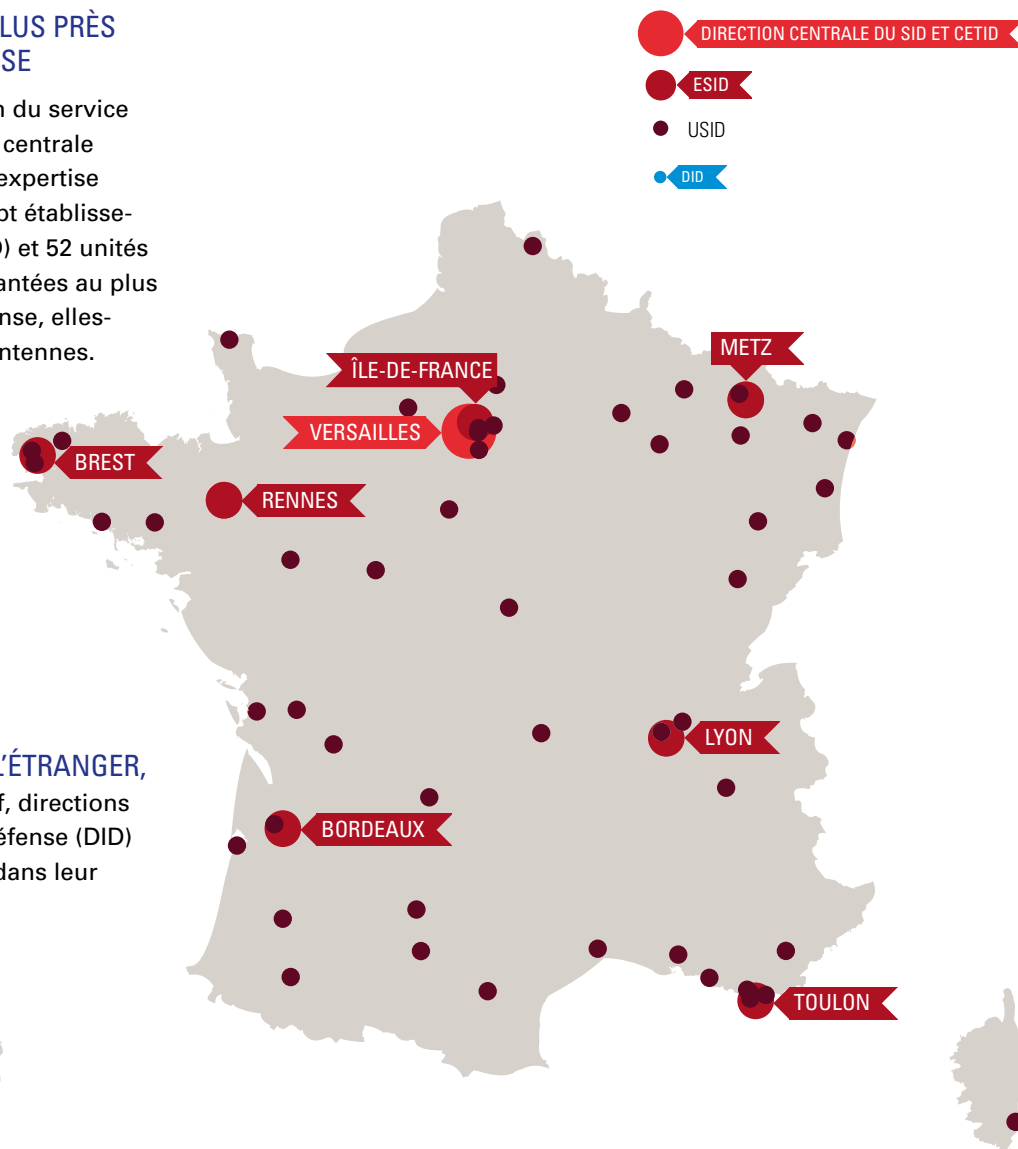


Organisation Maillage territorial

LE SERVICE D'INFRASTRUCTURE DE LA DÉFENSE EST PRÉSENT EN FRANCE MÉTROPOLITAINE, OUTRE-MER, À L'ÉTRANGER ET JUSQUE SUR LES THÉÂTRES D'OPÉRATIONS.

EN MÉTROPOLITAIN, AU PLUS PRÈS DES BASES DE DÉFENSE

Le réseau métropolitain du service regroupe une direction centrale (DCSID) et un centre d'expertise (CETID) à Versailles, sept établissements en régions (ESID) et 52 unités de soutien (USID) implantées au plus près des bases de Défense, elles-mêmes constituées d'antennes.



EN OUTRE-MER ET À L'ÉTRANGER,

Les huit, et bientôt neuf, directions d'infrastructure de la défense (DID) soutiennent les forces dans leur mission.

ABIDJAN

Création 01/07/2017

CAYENNE

DJIBOUTI

LIBREVILLE

PAPEETE

DAKAR

FORT-DE-FRANCE

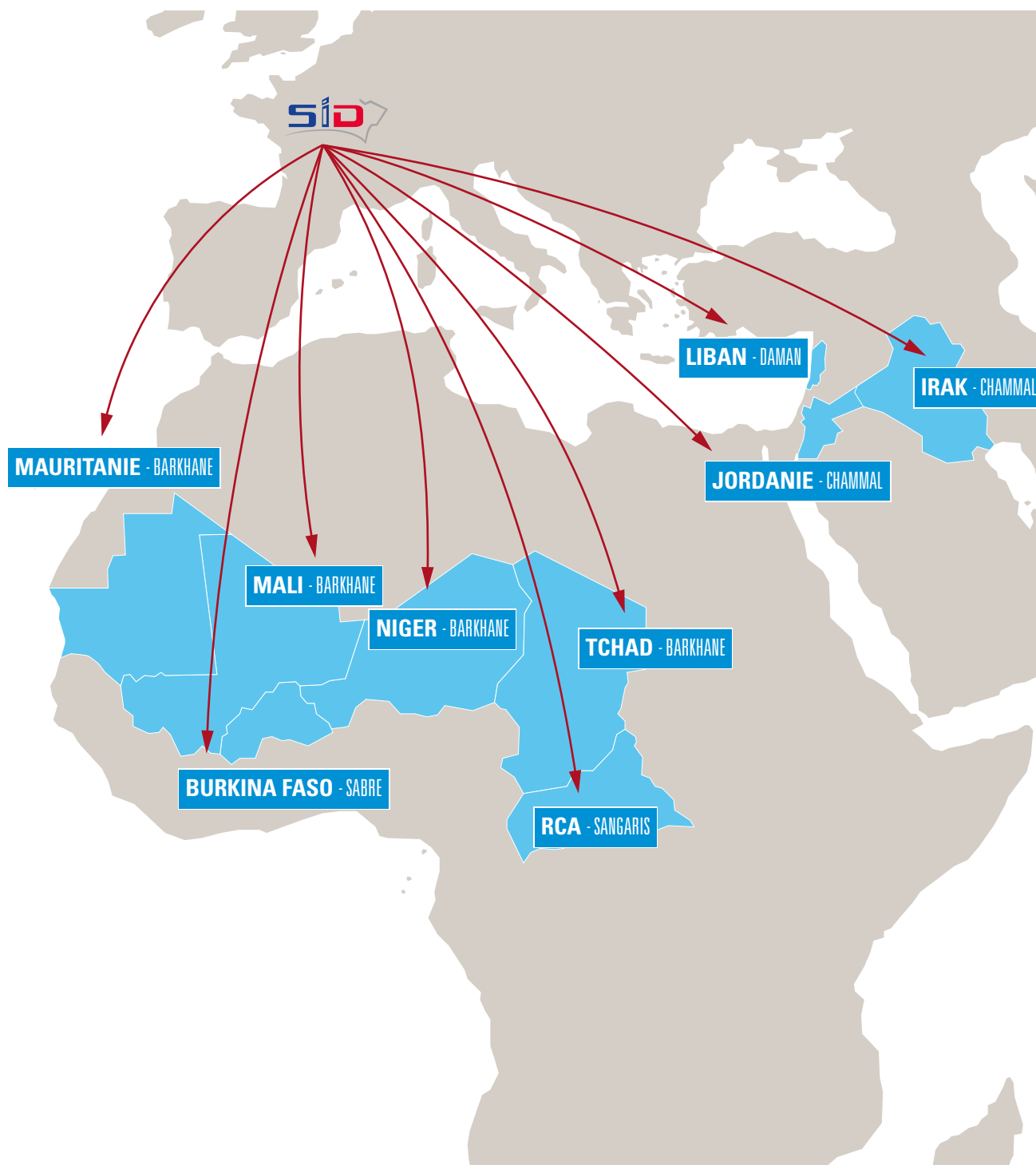
NOUMEA

SAINT-DENIS

Cartographie © Intercarto

AU PLUS PRÈS DES THÉÂTRES D'OPÉRATION,

L'engagement du service d'infrastructure de la défense n'a cessé de s'accroître nécessitant le déploiement d'un soutien opérationnel renforcé.



Chiffres clés

Ressources humaines

LE SID SE CARACTÉRISE PAR LA GRANDE DIVERSITÉ DE LA POPULATION QU'ELLE EMPLOIE : PERSONNELS CIVILS ET MILITAIRES, D'ARMÉES, DE DIRECTIONS, DE SERVICES. IL EST PAR AILLEURS GESTIONNAIRE D'UN CORPS D'OFFICIERS SPÉCIFIQUE, CELUI DES INGÉNIEURS MILITAIRES D'INFRASTRUCTURE (IMI).

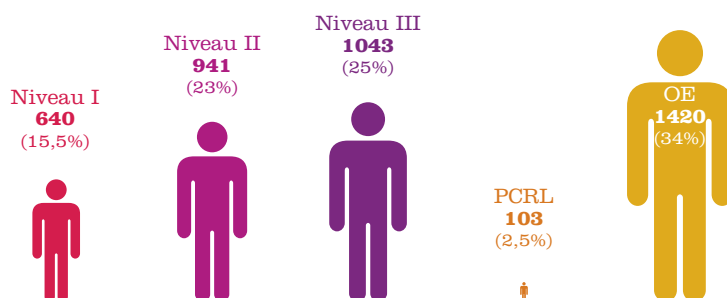
LA COMPLEXITÉ DE LA MANŒUVRE RH DU SERVICE EST LE REFLET DE CETTE DIVERSITÉ.

RÉPARTITION CIVILS / MILITAIRES SELON LE REO 2016



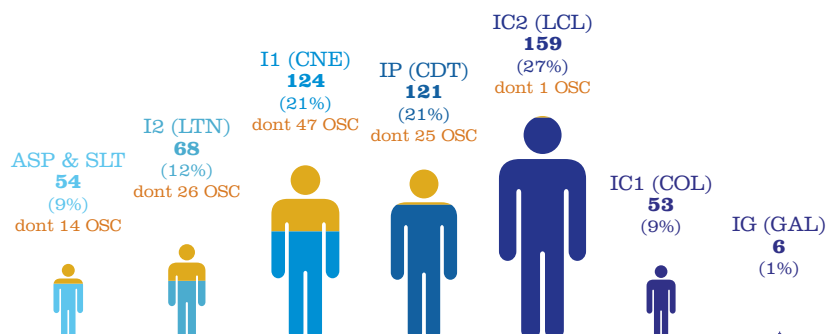
RÉPARTITION DES EFFECTIFS CIVILS RÉALISÉS AU 31/12/2016

La réalisation des effectifs personnels civils constitue l'une des priorités du SID. L'atteinte de la cible annuelle est toutefois soumise à de nombreux facteurs qui ne relèvent pas toujours pleinement du SID.



RÉPARTITION DES EFFECTIFS MILITAIRES RÉALISÉS AU 31/12/2016

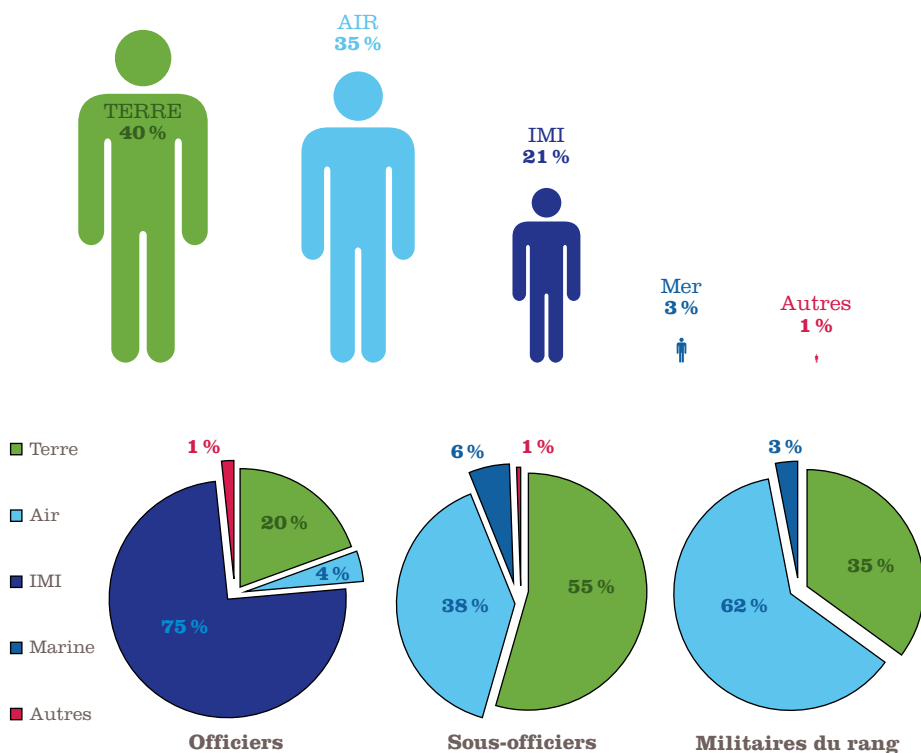
Poursuite de la montée en puissance du corps des ingénieurs militaires d'infrastructure. Au 1^{er} janvier 2016, le corps des IMI comptait 585 officiers réartis comme suit.



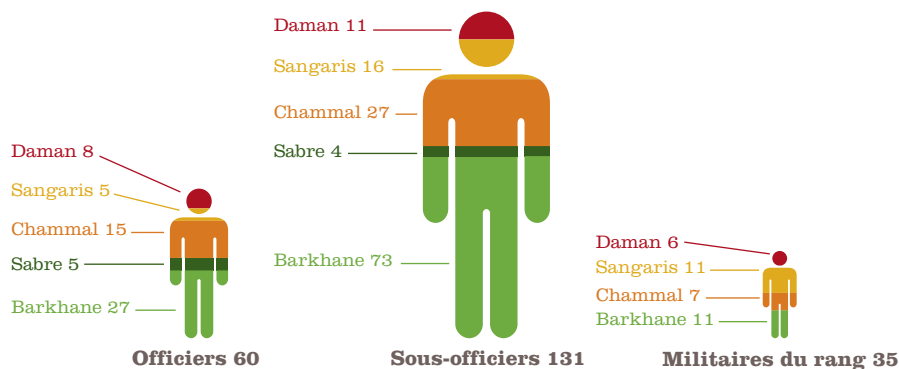
ÉTAT DES RECRUTEMENTS EN 2016

Mode de recrutement	Niveau 1		Niveau 2		Niveau 3		Total	
	Droits	Réalisés	Droits	Réalisés	Droits	Réalisés	Droits	Réalisés
IRA	1	1	0	0	0	0	1	1
Concours	23	21	23	18	23	22	69	61
Contractuels	45	39	16	16	13	13	74	68
4139-2	6	6	19	13	10	10	35	29
4139-3	0	0	2	2	1	1	3	3
OE					30	30	30	30
TOTAL	75	67	60	49	77	76	212	192

RÉPARTITION DES EFFECTIFS PAR GESTIONNAIRE DES ARMÉES



RÉPARTITION EN OPÉRATIONS EXTÉRIURES



Au cours de l'année 2016, le service d'infrastructure de la défense a projeté un effectif de 226 militaires.

La DCSID (Direction centrale du service d'infrastructure de la défense)

Adresse géographique : 3, rue de l'Indépendance Américaine - 78013 Versailles | Adresse postale : 3, rue de l'Indépendance Américaine - CS 80601 - 78013 Versailles Cedex | Téléphone 01 30 97 94 02

Qui sommes-nous ?

275

collaborateurs

(63% civils

et 37% militaires)

LA DIRECTION CENTRALE EST L'ORGANE DE DIRECTION DU SERVICE. ELLE DÉFINIT LA STRATÉGIE, PILOTE LA PRODUCTION ET GÈRE LES MOYENS HUMAINS ET FINANCIERS DU SERVICE. LA DIRECTION CENTRALE ASSURE L'INTERFACE AVEC LES ETATS-MAJORS ET LES ÉCHELONS CENTRAUX DU SECRÉTARIAT GÉNÉRAL POUR L'ADMINISTRATION.

LA DIRECTION CENTRALE DU SID COMPREND :

- le service de la stratégie qui définit la stratégie pour l'ensemble du SID, détermine et met en place les moyens humains et financiers nécessaires aux activités du SID. Il est l'interlocuteur des Etats-majors et des directions du SGA. Ses missions clés sont la programmation des opérations d'infrastructure en lien avec « le service des réalisations », le dialogue et la gestion des ressources humaines du SID (effectifs, emplois et compétences).
- le service des réalisations qui contribue à la maîtrise des livraisons des ouvrages prévus dans le plan de charge du SID en pilotant les commandes, c'est-à-dire, les opérations d'infrastructure mais aussi les études, avis et conseils apportés au commandement. Il fixe aux établissements (ESID) des objectifs calendaires et de performance vis-à-vis des opérations. Il en contrôle le respect et définit des mesures correctives à prendre. Il informe le service de la stratégie des capacités de production du réseau et de l'avancement des opérations.
- la cellule opérationnelle qui coordonne l'ensemble des moyens concourant à l'infrastructure sur les théâtres d'opérations extérieurs mais aussi dans le cadre des missions intérieures.
- le bureau des affaires réservées qui assure l'assistance au directeur central et le soutien général de la Direction centrale (service général, budget interne, courrier).



SGA/Com/VRS ©P.Palmesani

L'ENSIM (Ecole Nationale Supérieure des Ingénieurs de l'infrastructure Militaire)

Adresse géographique : 2 boulevard du Ronceray 49000 Angers | Adresse postale : BP 93525 - 49035 Angers Cedex 01

QUI SOMMES-NOUS ?

L'ENSIM, en partenariat avec l'école nationale supérieure des Arts et Métiers (ENSAM), forme les ingénieurs militaires d'infrastructure (IMI) de carrière. Leur cursus comprend une année de formation militaire, suivie de trois années de formation d'ingénieur réalisées sur le campus d'Angers de l'ENSAM.

LE + DE L'ENSIM

Depuis sa création en décembre 2010, ce sont au total 94 IMI qui ont été, ou, sont en cours de formation.

EN 2016, ILS SONT :

- 57 élèves en scolarité dont 17 en formation militaire initiale,
- 4 élèves recrutés par concours externe sur titre,
- 1 élève recruté par concours interne sur titre.

Contact

IC2 Thierry CHAPELET,
directeur des études

Téléphone
02 41 20 73 76

Email
thierry.chapelet@intradef.
gouv.fr
ou
thierry.chapelet@ensam.eu

Le mot de...

LIC2 Thierry CHAPELET, directeur des études

« Au printemps 2016, nous avons mené une enquête auprès des directeurs d'établissement et des IMI de la première promotion afin de mesurer l'adéquation de la formation vis-à-vis des besoins du service, et ce dans la perspective de la faire évoluer. Les résultats sont positifs et montrent une formation adaptée de qualité. Les réponses apportées ont largement contribué aux travaux conduits pour améliorer la formation dès la rentrée 2017. Parmi ces adaptations, on peut citer le renforcement de l'enseignement de l'ingénierie de la maintenance et des marchés publics, mais aussi la mise en place d'un véritable cours sur la conduite d'opération et l'introduction d'un cours de culture générale. »



SGA/Com/VRS ©P.Palmesani

Le CETID (Centre d'expertise des techniques de l'infrastructure de la défense)

Adresse géographique : 9, rue des Récollets - 78000 VERSAILLES | Adresse postale : CETID - CS 80601 - 78013 VERSAILLES CEDEX | Téléphone 01 39 07 66 03

Qui sommes-nous ?

80 collaborateurs
dont 65 experts
(54% de civils
et 46% de militaires)
Effectif réalisé 81%

LE CETID ASSURE L'EXPERTISE TECHNIQUE INFRASTRUCTURE AU PROFIT DES ÉTABLISSEMENTS DU SERVICE, MAIS AUSSI VIS-À-VIS D'ENTITÉS INTERNES, VOIRE AU PROFIT DE STRUCTURES EXTÉRIEURES AU MINISTÈRE.

En 2016, les $\frac{3}{4}$ de l'activité ont été réalisés au profit du réseau interne. $\frac{1}{4}$ a été destiné aux Etats-majors, à la DGA, à l'Ecole du Génie et aux organismes hors du périmètre ministériel.

QUELQUES CHIFFRES

- 1 120 sollicitations
- une production de 375 avis techniques
- 174 études longues dont 70 correspondent à des opérations d'infrastructures conduites par les ESID ou les DID
- 1 787 stagiaires formés durant l'année par les experts du CETID

LE + DU CETID

Deux centres référents en son sein, le centre référent de protection défense et le centre référent dépôts de munitions.

En 2016, nous avons été sollicités pour :

- Faciliter la montée en puissance de la protection-défense au sein du ministère,
- Réaliser au sein du SID une chaîne dédiée à la cyber-sécurité des systèmes d'information industriels de l'infrastructure,
- Rédiger la politique de l'eau en opérations au profit du ministère, mais aussi de l'OTAN.

Incident dans
local distribution
EDF



Le mot du directeur

L'ingénieur en chef de 1^{re} classe

Laurent HEMOUS

« L'objectif de cette année a eu pour but essentiel de renforcer le réseau d'expertise du SID en favorisant les relations entre le CETID et les bureaux d'expertise, les sections infrastructures de tir et les conseillers sûreté nucléaire des ESID. Le CETID a également œuvré pour rapprocher l'expertise du SID avec l'ENSIM par la formation des futures promotions d'IMI. En 2017, il poursuivra son action en renforçant ses relations avec des organismes de formation et d'autres centres d'expertise ou de recherche. »

ESID (établissement du service d'infrastructure de la Défense) de Bordeaux

Adresse géographique : 9 rue de Cursol - 33000 BORDEAUX | Adresse postale : Caserne NANSOUTY - 223 rue de Bègles - CS 21152 - 33068 BORDEAUX
Téléphone 05 57 85 16 22 / 57

EN 2016, NOUS AVONS RÉALISÉ :

- L'adaptation du bâtiment, HM 57, au format d'un escadron de passage au sein de la base aérienne 118 de Mont-de-Marsan.
- Au profit de l'Etat-major de l'armée de l'Air, la création d'un

- bâtiment « Escadron soutien des matériels d'environnement » au sein de la base aérienne 120 de Cazaux. Livraison en mai 2016.
- La réalisation du mess mixte de Saint-Maixent. Livraison prévue à l'été 2017.

Qui sommes-nous ?

865 collaborateurs
(60% de civils et 40% de militaires)
10 USID rattachées
(Angoulême, Bordeaux, Brive-la-Gaillarde, Cazaux, Montauban, Mont-de-Marsan, Pau, Rochefort, Saint-Maixent et Toulouse)

Nous soutenons :

10 bases de Défense
479 immeubles
68 902 hectares
de domaine

Le mot du directeur

L'ingénieur général de 2^e classe Patrick BARRILLON

« Opérationnel aux côtés des légionnaires du Larzac, des pilotes de Mont-de-Marsan ou des élèves sous-officiers de Saint-Maixent, l'ESID a réalisé, cette année, un chiffre d'affaires de 240 millions €, une augmentation de plus de 100 % par rapport à 2014, grâce à la forte mobilisation de tous. »



Ci-dessus, travaux de la piste de la base aérienne 709 à Rochefort.



Ci-contre, l'ESID de Bordeaux, primé en 2016 aux Trophées de la commande publique dans la catégorie « Achats publics durables - État »

ESID (établissement du service d'infrastructure de la Défense) de Brest

Adresse géographique : 15 bis, avenue de l'École navale - 29200 Brest | Adresse postale : BCRM de Brest - ESID - CC16 - 29240 Brest cedex 9 | Téléphone 02 98 14 80 00

Qui sommes-nous ?

605 collaborateurs
(82% de civils et 18% de militaires)

34 postes à pourvoir en 2017

4 USID rattachées
(Brest, Lanvéoc Poulmic, Lorient et Landivisiau)

Nous soutenons

32,4 millions de m²
169 immeubles domaniaux soutenus dont 70% au profit de la Marine nationale
4,4 millions de m² de surface aménagée

EN 2016, NOUS AVONS RÉALISÉ :

→ La refonte du port principal de l'Île-Longue, les ras débordoirs et le bâtiment relatif au laboratoire d'analyses de surveillance et d'expertise de la Marine, au sein de la base navale de Brest, ainsi que de nombreux chantiers en cours de réalisation.

→ La réhabilitation du gymnase Lafayette « Centre d'Instruction Naval de Brest » sur 2000 m² nécessitant 11 mois de travaux. La remise à neuf de l'enveloppe du bâtiment, son isolation thermique et phonique, le renouvellement des équipements sportifs et la création d'un mur d'escalade, d'un espace cardio-training et d'un dojo.

→ Le mot du directeur

L'ingénieur général des travaux maritimes Vincent AUGUSTIN

« Près de 200 millions € par an sont injectés dans l'économie locale. Acteur majeur de la commande publique au sein du Finistère, œuvrant principalement au profit de la Marine avec des opérations de très hautes technicités, l'ESID poursuit sa modernisation dans l'élan collectif du projet de service SID 2020. »

Les ras débordoirs de l'Île Longue.



SID ©J.-L.Daniel

ESID (établissement du service d'infrastructure de la Défense) d'Île-de-France

Adresse géographique : Base des Loges - 8 avenue du Président Kennedy - 78102 Saint-Germain-en-Laye | Adresse postale : BP 40202 - 78102 Saint-Germain-en-Laye | Téléphone : 01 39 21 22 53

EN 2016, NOUS AVONS RÉALISÉ :

- La réhabilitation de l'Hôpital d'Instruction des Armées BEGIN, TF, TC1 et TC2, à Saint-Mandé, au profit de la Direction centrale du Service de Santé des Armées. Une opération livrée le 17 décembre 2016.
- La reconversion de locaux en 44 logements à la caserne Artois, située à Versailles, au profit de la direction des patrimoines, de la mémoire et des archives. Une opération livrée début 2017.

- La construction d'une crèche de 60 berceaux au sein du Quartier Général des Loges au profit de la Direction des ressources humaines du ministère de la défense. Une opération livrée le 18 juillet 2016.

Le mot du directeur

L'ingénieur général de 2^e classe Guy RETAT

« Etablissement à la performance reconnue, l'ESID d'Île-de-France relève des challenges quotidiens pour mettre à la disposition des armées des infrastructures opérationnelles. Le soutien de proximité fait notamment l'objet d'une attention particulière et d'une réorganisation en profondeur. »

Qui sommes-nous ?

653 collaborateurs
(59% de civils et 41% de militaires)

80 postes à pourvoir
5 USID rattachées
(Paris, Versailles, Montlhéry, Villacoublay et Creil)

Le + de l'ESID
relève de deux
Etat-major de soutien
Défense, à savoir celui
d'Île-de-France et ce-
lui de Metz.

Nous soutenons :

3 bases de Défense
(Île-de-France, Montlhéry et Creil)

7 groupes de soutiens de bases de Défense
(Paris-Ecole militaire, Vincennes, Villacoublay, Creil, Montlhéry, Versailles et Saint-Germain-en-Laye)

327 immeubles gérés
**4 100 hectares d'em-
prises gérées**



La caserne d'Artois à Versailles, un chantier au profit de la DPMA.

ESID (établissement du service d'infrastructure de la Défense) de Lyon

Adresse géographique : 22 avenue Leclerc - 69007 Lyon | Adresse postale : BP 97423 - 69347 LYON Cedex 07 | Téléphone : 04 37 37 23 03 / 04
Email : esid-lyon@intradef.gouv.fr

Qui sommes-nous ?

1079 collaborateurs

(53% de civils et 47% de militaires)

40 postes en cours de recrutement

10 USID rattachées

(Lyon, Clermont-Ferrand, Grenoble, La Valbonne, Montpellier, Draguignan, Carcassonne, Marseille, Istres et Corse)

Nous soutenons

10 bases de Défense

479 immeubles

68 902 hectares

de domaine

EN 2016, NOUS AVONS RÉALISÉ :

→ Un pôle d'instruction spécialisé à Nîmes au profit du 2^e Régiment étranger d'infanterie (2400m² de surface construite dont un amphithéâtre 120 places, des salles de cours connectées avec simulateur extérieur). Livraison effectuée en décembre 2016.

→ Des installations du centre d'entraînement aux tirs interarmes au profit du 1^{er} régiment de Chas-

seurs d'Afrique au sein du camp de Canjuers. Construction après travaux de dépollution pyrotechnique. Livraison par tranches en fonction de l'avancée du chantier.

→ La construction d'un bâtiment d'une surface 1020 m² (R+1) au profit du Groupe de soutien de la base de Défense de la base aérienne 125 d'Istres. Livraison effectuée en février 2016.

Le mot du directeur

L'ingénieur général des travaux maritimes André PEIRANI

« En 2016, notre activité a connu une nette augmentation avec des engagements juridiques passés en seulement 12 mois, de 215 millions € à 290 millions €, les effectifs demeurant constants. De nombreux chantiers ont été achevés [...]. L'année qui s'annonce devrait ainsi voir la concrétisation des études, menées en 2016, parallèlement aux travaux pour un montant des opérations montant à 190 millions €. »

Ci-dessous,
image de synthèse
du projet du 2^e REI



©InFine Architectes

ESID (établissement du service d'infrastructure de la Défense) de Metz

Adresse géographique : Caserne Ney - 1 rue du Maréchal Lyautey - 57000 Metz | Adresse postale : CS 30001 - 57044 METZ Cedex 1 | Téléphone 03 55 74 80 04

EN 2016, NOUS AVONS RÉALISÉ :

- La construction d'un bâtiment modulaire CATALPA (Programme FOT 77000) pour l'accueil d'une compagnie supplémentaire, le 1^{er} Régiment de Tirailleurs, à Epinal, au sein du Quartier Varaigne. La livraison s'est effectuée le 24 octobre 2016.
- La réhabilitation lourde de bâtiments pour l'installation du Service Militaire Volontaire (héber-

gement, commandement et instruction) à Montigny lès Metz au sein du Quartier Raffenel Delarue. La livraison s'est étendue de juillet à décembre 2016.

- La construction d'une aire de lavage tous temps, à Mourmelon, au sein du Camp zone 4 ; CENTIAL - Troupes de manœuvre. La livraison s'est effectuée le 14 septembre 2016.

Qui sommes-nous ?

1 104 agents

(64 % de civils et 36% de militaires)

11 USID rattachées

(Besançon, Châlons-en-Champagne, Colmar, Luxeuil – Epinal, Lille, Metz, Nancy, Phalsbourg, Saint-Dizier – Chaumont, Strasbourg et Verdun)

Le + de l'ESID

intervient également pour soutenir les forces françaises et les éléments civils stationnés en Allemagne (FFECSA)

Nous soutenons :

14 bases de Défense

1 738 immeubles gérés

74 632 ha de surface d'emprises

Le mot du directeur

L'ingénieur général de 2^e classe Dominique POINOT

« 2016, l'année des crashes programmes : Force opérationnelle terrestre 77, création du 5^e régiment du dragon, schéma protection Défense PRODEF, service militaire volontaire, source Solde, SOUTEX Rafale, etc. Un seul mot d'ordre : faire face ! L'union faisant la force, les USID en force de réaction rapide, un partenariat gagnant-gagnant avec la Direction interarmées des réseaux d'infrastructure et des systèmes d'information. 2016 : pari tenu, 2017 on ne lâche rien ! »

Ci-dessous, un bâtiment modulaire CATALPA livré en octobre 2016 au profit du 1^{er} régiment de Tirailleurs (Epinal) pour un montant de 4 M€ et 1 M€ supplémentaires pour la voirie.



©D.R.

ESID (établissement du service d'infrastructure de la Défense) de Rennes

Adresse géographique : Quartier Margueritte - 35000 RENNES | Adresse postale : Quartier Margueritte - BP 14 - 35998 RENNES CEDEX 09 | Téléphone 02 23 35 22 69 | Email : sid-esid-rennes@sid.defense.gouv.fr

Qui sommes-nous ?

942 collaborateurs

(64% de civils et 36% de militaires)

8 USID rattachées

(Angers, Avord, Bricy, Cherbourg, Coëtquidan, Evreux, Rennes, Tours)

Nous soutenons

8 bases de défense

soutenues

31 269 hectares

d'emprise

541 immeubles dont

115 en non-domainial

EN 2016, NOUS AVONS RÉALISÉ :

- La livraison de constructions modulaires et d'un bâtiment de Sécurité des Systèmes d'Information à Bruz au profit de la Délégation générale de l'Armement et de la base de Défense de Rennes. Livraison le 7 juillet 2016. Inauguration le 2 décembre dernier en présence du ministre de la Défense, Jean-Yves Le Drian.
- La livraison de l'accueil de l'Escadron de Transmissions Nucléaires - Bâtiments et Voirie et Réseaux Divers - à Farges en Septaine au profit de l'Etat-major de l'armée de l'Air, du Commandement des forces aériennes, de l'Etat-major des forces nucléaires, de l'Etat-ma-

lor des armées infra et de la base de défense de Bourges-Avord. Livraison le 16 juillet 2016. Remise à l'utilisateur présidée le 1^{er} août 2016 par le général de corps aérien Bernard Schuler, commandant les forces aériennes stratégiques.

- L'implantation du Centre d'Analyse et de Lutte Informatique Défensive et Compagnie Cyberdéfense à Saint-Jacques de la Lande au profit de l'Etat-major des armées infra, de l'Etat-major de l'armée de Terre, du Centre interarmées de coordination des soutiens, de l'Etat-major de zone de défense de Rennes et de la base de Défense de Rennes. Date de livraison prévisionnelle 4 avril 2019.

Le mot du directeur

L'ingénieur général de 2^e classe Bernard LEPILLEUR

« L'ESID de Rennes, une adaptation aux challenges des orientations de sa création, en janvier 2011, à l'intégration des régies, achevée en 2014. Une configuration d'établissement résolument orientée vers le projet de service SID 2020, l'accélération du temps, les défis de la sécurité protection, de la cyber défense, etc. »

Inauguration des infrastructures DGA MI le 2 décembre 2016 en présence du Ministre M. Jean-Yves Le Drian.



ESID (établissement du service d'infrastructure de la Défense) de Toulon

Adresse géographique : BCRM de Toulon - 83800 TOULON | Adresse postale : BP 71 - 83800 Toulon Cedex 9 | Téléphone 04 22 42 54 71
Email : esid-tln@marine.defense.gouv.fr / esid-toulon@intradef.gouv.fr

EN 2016, NOUS AVONS RÉALISÉ :

- La livraison d'un bâtiment d'accueil de la Gendarmerie maritime et de l'unité de soutien d'infrastructure de la défense sur la Base aéronavale de HYERES en avril 2016.
- L'arrivée et la mise à poste de la grue 10B, en juillet 2016, sur le terre-plein Vauban de la base navale de Toulon en vue de l'arrêt technique majeur n°2 du Porte-avions Charles-de-Gaulle.
- La livraison de la centrale de conversion 50/60 Hz, dite CAR-MEN, sur le quai Noël au sein de la base navale de Toulon. Cette installation est destinée aux FREMM (frégates multi-missions) en novembre 2016.
- La livraison d'un centre de tir aux normes ISTC (Instruction sur le tir de combat) au Pôle Etudes Méditerranée en novembre 2016.

Qui sommes-nous ?

582 collaborateurs
(86% de civils et 14 % de militaires)

4 USID rattachées
(Toulon Agglomération, Base navale de Toulon, Saint-Mandrier et Hyères)

Besoin en recrutement : 18 postes à pourvoir en CAT I, 24 en CAT II et 11 en CAT III

Nous soutenons :

1 base de défense
190 meubles gérés
2 millions de m²
sur 4 200 hectares

Le mot du directeur

L'ingénieur général des travaux maritimes Michel RAINERO

« L'ESID soutient 180 formations et près de 10 % des effectifs du ministère de la Défense. L'infrastructure se définit comme un patrimoine classique et industriel varié autant en technicité qu'en âge. Les projets majeurs sont programmés jusqu'en 2030. Les enjeux pour la Défense en font un poids lourd compact. »

La centrale de conversion Castigneau.



DID (direction d'infrastructure de la Défense) de Cayenne

Quartier de La Madeleine - CS 56019 - 97306 CAYENNE CEDEX

Qui sommes-nous ?

69 personnes
(52% de civils
et 48% de militaires)

Le + de la DID
5 personnels civils
hors référentiel
en organisation

Nous soutenons
1 base de défense
(Guyane)
78 immeubles
17 473 ha de surface
d'emprise

EN 2016, NOUS AVONS RÉALISÉ :

→ La construction d'un point unique d'alimentation interarmées au sein du Quartier de La Madeleine du Groupement du soutien de la base de Défense de Cayenne. La livraison s'est effectuée le 1^{er} décembre 2016.

→ La construction d'un ponton pour l'embarcation remonte filet au sein de la base navale de Dégrad-des-Cannes sur la commune de Rémire-Montjoly. La livraison s'est effectuée le 14 décembre 2016.

Le mot du directeur

L'ingénieur en chef de 1^{re} classe Charles PREVOST

« L'action prépondérante reste l'actualisation du schéma directeur d'infrastructure interarmées. Il a permis de prolonger la version 2014 par des actions précises et ordonnancées entre 2019 et 2030, pour un total de 85 millions d'euros. Ce document [...] devrait sortir en mai 2017 et permettre une programmation [...] en phase avec les enjeux opérationnels des forces armées en Guyane. »

DID (direction d'infrastructure de la Défense) de Dakar

Direction d'infrastructure de la Défense - BP 3024 - DAKAR (Sénégal) | Tel : + 221 33 839 62 26

Qui sommes-nous ?

46 collaborateurs
(87% de civils dont
70% personnels civils
de recrutement local
et 13% de militaires)

Nous soutenons
1 base de Défense
(Elément français au
Sénégal)
8 immeubles gérés
177 ha d'emprise
1282 m² SHOD bâtie

EN 2016, NOUS AVONS RÉALISÉ :

→ Le transfert du détachement de maintenance du matériel terrestre (DMMT) du quartier Maréchal vers le quartier Protet au profit des Eléments français au Sénégal. Livraison prévisionnelle : février 2018.

→ Les travaux d'aménagement, phases II et III, du centre médical Interarmées du quartier Geille au profit des Eléments français au Sénégal. La livraison s'est effectuée en février 2016 pour la phase II et en novembre 2016 pour la phase III.

Le mot du directeur

*L'ingénieur en chef de 2^e classe
Bruno-Victor BELGODERE*

« [...] Le transfert du dépôt de munitions de SENGHOR à RUFISQUE et celui de l'escale aérienne militaire de SENGHOR au sein du nouvel aéroport international BLAISE DIAGNE ont nourri un plan de charge plein d'intérêt. [...] Dans ce contexte, si l'importance de la fonction infrastructure des Eléments français au Sénégal (EFS) s'avère grandissante, elle est aussi clairement identifiée comme très sensible au regard des missions opérationnelles des EFS. »

DID (direction d'infrastructure de la Défense) de Djibouti

DID de DJIBOUTI - SP 40 191 - 00200 HUB ARMEES

EN 2016, NOUS AVONS RÉALISÉ :

→ La livraison d'un centre médico-chirurgical interarmées. Ce nouveau bâtiment permet aux militaires des FFDj, et à leurs familles, de bénéficier d'une infrastructure de santé moderne regroupant les rôles 1 et 2.

→ La livraison d'une aire de lavage avion dimensionnée pour accueillir l'A400M. Cette aire permet également le nettoyage des avions de chasse et les hélicoptères. Un osmoseur a été installé pour traiter l'eau locale de forte salinité. La livraison s'est effectuée le 4 février 2016.

Le mot du directeur

*L'ingénieur en chef de 1^{re} classe
Antoine MANICACCI*

« La DID se trouve au cœur de la manœuvre de déflation des FFDj. Tout en maintenant un niveau d'activités élevé permettant d'adapter l'infrastructure, de renforcer les mesures de sécurité passive dans une zone géographique sensible et de dresser un schéma directeur infra, la DID a établi et mis en œuvre son propre chemin de déflation atteignant un seuil critique vis-à-vis du soutien à apporter aux FFDj. »

Qui sommes-nous ?

112 personnes

hors détachement Emirats Arabes Unis (EAU) (48% de civils dont 72% personnels civils de recrutement local et 52 % de militaires)
Détachement EAU : 100 % militaires

Nous soutenons

La BdD de Djibouti
(26 immeubles sur 415 ha)

Les Forces Françaises aux Emirats Arabes Unis (3 emprises réparties en 4 immeubles soit 139 ha)

DID (direction d'infrastructure de la Défense) de Fort-de-France

BP614 - 97261 Fort-de-France Cedex | Tél : 05 96 39 53 50

EN 2016, NOUS AVONS RÉALISÉ :

→ La construction de la 3^e compagnie de formation professionnelle au sein du quartier Brière d'Isle, au profit du Régiment du service militaire adapté (RSMA) de Martinique, dans la poursuite des 2 premiers bâtiments livrés en 2015.

→ La mise en place de 3 groupes électrogènes de secours d'une puissance unitaire de 700KvA. Disposés selon un maillage précis du site, ce dispositif, aux caractéristiques environnementales élevées (Taluft), assurent la résilience énergétique du Morne Desaix.

Le mot du directeur

L'ingénieur en chef de 1^{re} classe Marc KUEHN

« En 2016, la DID a poursuivi sa mission d'assistance au commandement tout en accentuant ses efforts d'amélioration du maintien en condition des infrastructures des forces armées aux Antilles [...] Fin 2016, l'engagement de compléments de crédits significatifs a permis de contribuer à l'amélioration de la qualité des services rendus. La réalisation des opérations « sécurité-protection » demeure le défi majeur. »

Qui sommes-nous ?

63 collaborateurs

(68% de civils et 32% de militaires)
4 sous-officiers issus des affaires immobilières
4 personnels militaires en mission de courte durée

Nous soutenons

27 immeubles actifs et 8 immeubles passifs
206 705 m² SHOD active
13 469 102 m² d'emprises gérées

DID (direction d'infrastructure de la Défense) de Libreville

DID - SP 70149 - 00200 HUB ARMEES | Tél. : (00.241) 01 44 75 22

Qui sommes-nous ?

26 collaborateurs
(50% de civils dont 77% de personnels en recrutement local et 50% de militaires)

Nous soutenons

1 base de défense sur 2 pays africains (12 immeubles principaux
59,76 ha de surface d'emprise soutenue
92089 m² SHOD)

EN 2016, NOUS AVONS RÉALISÉ :

→ L'engagement des premiers travaux d'amélioration de la sécurité des emprises Guy Pidoux et camp De Gaulle.

→ La construction d'une résidence de 10 logements de type 5 à 7 de standing élevé, la rénovation de logements domaniaux pour les rapprocher du standing français.

Le mot du directeur

L'ingénieur en chef de 2^e classe **Eric GRENU**

« Dans un contexte où l'opérationnel prime, et où la capacité de projection des militaires doit être entretenue, la DID de Libreville a atteint un niveau d'activité très élevé. Les capacités et compétences de chacun seront encore très utiles dans la réalisation de l'important plan de charge 2017-2019. »

DID (direction d'infrastructure de la Défense) de Noumea

DID-NOUMEA - Gally-Passebosq - BP 38 98843 NOUMEA Cedex | Tél. : +687 29 29 60

Qui sommes-nous ?

46 collaborateurs
(87% de civils dont 70% personnels civils de recrutement local et 13% de militaires)

Nous soutenons

78 immeubles gérés répartis sur 6 800 ha (299 218 m² de SHOD)

Le + de la DID

zones de compétence
Nouvelle-Calédonie,
Wallis et Futuna

EN 2016, NOUS AVONS RÉALISÉ :

→ La rénovation des quais des patrouilleurs (pontons flottants) situé à l'entrée de la base navale Chaleix. Ces deux infrastructures sont destinées au stationnement et au ravitaillement des deux patrouilleurs P400 de la Marine nationale.

→ L'évacuation de fûts et l'assainissement des terres situés en bordure de la mangrove de la Tamoia, derrière la base aérienne 186 de la Tontouta. Ce stockage composé de milliers de fûts métalliques de bitume éventrés par la rouille a été identifié et traité.

Le mot du directeur

L'ingénieur en chef de 1^{re} classe **Damien BOURQUARD**

« Parmi les missions qui nous sont confiées, [...] la plupart sont nouvelles avec des outils pas toujours déployés dans les DID. J'ai décidé d'organiser les tâches inférées dans le cadre d'un plan d'actions annuel qui force le trait sur le rendu d'informations envers les organismes soutenus sur la qualité du service rendu. »

DID (direction d'infrastructure de la Défense) de Papeete

DID-PPT BP 9154 - 98715 PAPEETE CMP | Tél. : +689 40 46 30 01 | Email : did-ppt@armees-polynesie.pf

EN 2016, NOUS AVONS RÉALISÉ :

→ La création de 2 biotertres et d'un casier sur l'atoll de Hao dédiés au traitement de 15 000 m³ de terres polluées aux hydrocarbures et métaux lourds suite à des activités industrielles. L'exploitation de traitement par biotertres s'avère être une première mondiale dans un milieu corallien. Mise en service le 15 septembre 2016.

→ La construction d'un bâtiment de bureau sécurisé au profit du poste du renseignement et de la sécurité de la Défense. Ce nouveau bâtiment répond aux contraintes opérationnelles en tenant compte de l'accessibilité aux personnes à mobilité réduite et de la qualité environnementale. Inauguration en février 2017.

Le mot du directeur

L'ingénieur en chef de 1^{re} classe

Francis CONTAMIN

« La DID de Papeete [...] s'est particulièrement distinguée sur les opérations d'infrastructure de TELSITE 2, à Mururoa, sur la dépollution des terres polluées de la future ferme aquacole de l'atoll de Hao et sur la construction du nouveau bâtiment dédié à l'Etat-major du commandant supérieur des forces françaises en Polynésie française sur le camp d'Arue. »

Qui sommes-nous ?

54 collaborateurs
(60% civils et 40% militaires)

Le + de la DID
des chantiers majeurs sur un territoire grand comme l'Europe

Nous soutenons

227 856 m²
soit **22,8 ha de SHOD**
48 immeubles
totalisant plus de **731 bâtiments**
2 040 hectares
d'emprises gérées

DID (direction d'infrastructure de la Défense) de Saint-Denis

Caserne Lambert - Avenue du chef de bataillon Lambert - BP 67709 - 97804 SAINT-DENIS CEDEX 9

EN 2016, NOUS AVONS RÉALISÉ :

→ Des travaux de sécurisation active et passive sur la caserne Lambert (mise en conformité de la zone protégée, centralisation et réfection des alarmes « anti-intrusion » et amélioration de la gestion des accès) en s'appuyant sur la technologie CIMS. La livraison le 9 novembre 2016.

→ Des travaux d'infrastructure pour l'accueil du nouveau navire multi-missions CHAMPLAIN et du patrouilleur polaire ASTROLABE. Deux nouveaux bâtiments permettront l'aménagement de bureaux et de logement pour cadre célibataire. Les livraisons s'échelonnent jusqu'en 2020.

Le mot du directeur

L'ingénieur en chef de 1^{re} classe Alain LAGACHE

« 2016, une année dense en études de projets ambitieux notamment par la poursuite des opérations PRODEF, l'accueil de 2 navires et de 2 centres de restauration. La qualité du service rendu et la réponse aux imprévus [...] démontrent toute la réactivité, la compétence et l'engagement du personnel de la DID. »

Qui sommes-nous ?

79 collaborateurs
(48% de civils et 52% de militaires)

Nous soutenons

1 base de défense (Réunion/ Mayotte)
95 emprises
142 227 m² de SHOD
active et **71 000 m²**
de parc de logements domaniaux
12 924 981 m² de surface
totale
29 gendarmeries
soutenues

Retour en images sur un an de travaux dans les DID



©D.R.

Ci-dessus,
à Dakar,
remplacement
de la passerelle
du Grand Warf.



©D.R.

Ci-contre,
à Cayenne,
construction
d'un Point
Unique
d'Alimentation
Interarmées.



©D.R.

Ci-dessus,
à Fort-de-France,
construction de
12 logements
HQE au Morne
Desaix.

Ci-contre,
à Noumea,
opération
de maintenance
lourde de réno-
vation du Quai
des Patrouilleurs
situé à l'entrée
de la Base Na-
vale Chaleix.



©D.R.



©D.R.



SID©P.Spieser

Ci-dessus,
à Libreville,
construction
d'une résidence
de 10 logements
de type 5 à 7 de
standing élevé.

Ci-contre,
à Papeete,
dépollution
par biotierre
sur l'atoll d'Hao.

Ci-dessous,
à Djibouti,
livraison d'un
nouveau centre
médico-chirurgical
interarmées.



©F.Roux

Table des matières

L'Édito du Secrétaire général pour l'administration.....	2
L'Édito du directeur central du SID.....	3
PROFIL.....	5
Le référent ministériel en matière d'infrastructure.....	6
Faits marquants.....	8
Les grands enjeux 2016.....	10
MÉTIERS.....	13
Enjeux de ressources humaines.....	14
Focus sur le « nouveau » Conseil de la Fonction Militaire du SID (CFM SID).....	18
Les instances de concertation civiles et militaires en images.....	19
Assister le commandement.....	20
Conduire et réaliser.....	22
Gérer, maintenir, exploiter, au cœur du soutien.....	24
L'expertise au cœur du soutien des opérations.....	26
Soutenir l'opérationnel.....	28
RÉSEAU.....	31
Organisation - Maillage territorial.....	32
Chiffres clés - Ressources humaines.....	34
La DCSID (Direction centrale du service d'infrastructure de la défense).....	36
L'ENSIM (Ecole Nationale Supérieure des Ingénieurs de l'infrastructure Militaire).....	37
Le CETID (Centre d'expertise des techniques de l'infrastructure de la défense).....	38
ESID (établissement du service d'infrastructure de la Défense) de Bordeaux.....	39
ESID (établissement du service d'infrastructure de la Défense) de Brest.....	40
ESID (établissement du service d'infrastructure de la Défense) d'Île-de-France.....	41
ESID (établissement du service d'infrastructure de la Défense) de Lyon.....	42
ESID (établissement du service d'infrastructure de la Défense) de Metz.....	43
ESID (établissement du service d'infrastructure de la Défense) de Rennes.....	44
ESID (établissement du service d'infrastructure de la Défense) de Toulon.....	45
DID (direction d'infrastructure de la Défense) de Cayenne.....	46
DID (direction d'infrastructure de la Défense) de Dakar.....	46
DID (direction d'infrastructure de la Défense) de Djibouti.....	47
DID (direction d'infrastructure de la Défense) de Fort-de-France.....	47
DID (direction d'infrastructure de la Défense) de Libreville.....	48
DID (direction d'infrastructure de la Défense) de Noumea.....	48
DID (direction d'infrastructure de la Défense) de Papeete.....	49
DID (direction d'infrastructure de la Défense) de Saint-Denis.....	49
Retour en images sur un an de travaux dans les DID.....	50

En couverture :

Le sergent-chef Youssef Souab, conducteur de travaux à l'USID de Marseille.
Crédit photo : SGA/Com©P.Palmesani

En couverture, rabat :

Le technicien supérieur d'études et de fabrication Benjamin Donvez, chargé d'affaires au PMO de Versailles / ESID d'Île-de-France.
Crédit photo : SGA/Com©P.Palmesani

Direction centrale du SID
3, rue de l'indépendance américaine - 78000 Versailles
Tél. : 01 30 97 96 96 - Fax : 01 30 97 94 45

Directeur de la publication Général de corps d'armée Bernard Fontan

Directeur de la rédaction LCL Christophe Poujol

Rédactrice Mme Anne-Sophie Hillier

Conception graphique, réalisation Mme Isabelle Lavigne

Photographe M. Patrick Palmesani

Impression SPAC/PGT - Achevé d'imprimer en septembre 2017

Direction centrale du SID
3, rue de l'indépendance américaine
78000 Versailles

